

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KAZ/40

30 avril 2003

(03-2311)

**Groupe de travail de
l'accession du Kazakhstan**

Original: anglais

ACCESSION DU KAZAKHSTAN

Étude du régime de commerce extérieur de la République du Kazakhstan

La délégation de la République du Kazakhstan a fait parvenir au Secrétariat l'"Étude du régime de commerce extérieur" ci-après, en lui demandant de la distribuer aux membres du Groupe de travail.

L'étude fournit des informations à jour sur le régime économique, commercial et législatif. Elle servira de documentation de base pour la prochaine réunion du Groupe de travail.

TABLE DES MATIÈRES

-	Introduction.....	1
-	Documents	1
-	Politiques économiques.....	4
-	Régime des changes et des paiements.....	4
-	Régime des investissements	6
-	Politique tarifaire	7
-	Politique concurrentielle	9
-	Mécanismes de développement et d'application des politiques, influençant le commerce des marchandises et le commerce des services.....	10
-	Exécutif, législatif et judiciaire	10
-	Législatif	11
-	Judiciaire	12
-	Organismes gouvernementaux responsables du développement et de l'implantation de la politique affectant le commerce extérieur	12
-	Collectivités locales et autorités autonomes locales	13
-	Traités internationaux.....	14
-	Dispositions affectant le commerce de marchandises	14
-	Enregistrement.....	14
-	Droits de douane	16
-	Droits de douane perçus à l'importation	16
-	Autres droits d'importation et redevances prélevés sur les services fournis.....	17
-	Autres droits perçus sur les marchandises (non nationales) importées, à l'exception des droits perçus sur les services fournis.....	19
-	Application des taxes sur les marchandises importées	19
-	Taxe sur la valeur ajoutée	19
-	Droits d'accise	20
-	Restrictions quantitatives sur les importations.....	24
-	Licences d'importation	24
-	Évaluation en douane	25
-	Règles portant sur la détermination de l'origine des marchandises.....	26
-	Inspection avant expédition	27
-	Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde	27
-	Droits de douane perçus à l'exportation	28
-	Restriction à l'exportation.....	28
-	Licences d'exportation.....	28

-	Subventions à l'exportation.....	29
-	Politiques internes affectant le commerce des marchandises	29
-	Politiques de soutien à l'industrie.....	29
-	Obstacles techniques au commerce	31
-	Mesures sanitaires et phytosanitaires	34
-	Mesures concernant les investissements et liées au commerce	41
-	Dispositions sur le commerce d'État	41
-	Zones franches.....	41
-	Pratiques en matière de marchés publics	43
-	Transit.....	43
-	Dispositions affectant le commerce des produits agricoles	44
-	Politique agricole.....	44
-	RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	48
-	Politique en matière de propriété intellectuelle.....	48
-	Organes d'administration des droits de propriété intellectuelle.....	49
-	Participation aux conférences internationales sur la propriété intellectuelle	49
-	Participation à des conférences internationales ou à des accords régionaux ou bilatéraux concernant la propriété intellectuelle	50
-	Application du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens étrangers	51
-	Normes indépendantes de protection, y compris les procédures pour l'acquisition et l'exercice des droits de propriété intellectuelle.....	51
-	Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	51
-	Droits des auteurs	51
-	Droits des interprètes.....	51
-	Droits des producteurs de phonogrammes	52
-	Droits des organismes de radiodiffusion.....	52
-	Protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion	52
-	Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de service	52
-	Indications géographiques, y compris les pays d'origine	52
-	Brevets.....	53
-	Dessins et modèles industriels.....	54
-	Protection des végétaux	54
-	Schémas de configuration des circuits intégrés.....	54

-	Renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données d'essais.....	54
-	Contrôle concernant l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle.....	55
-	Mesures d'application des droits de propriété intellectuelle.....	55
-	Procédures et décisions judiciaires.....	55
-	Mesures provisoires	55
-	Mécanismes et procédures administratives	55
-	Mesures spéciales à la frontière	56
-	Procédures pénales	56
-	Textes législatifs	56
-	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES.....	57
-	Transparence.....	59
-	BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	59
-	Accords régionaux	59

- Introduction

Le 29 janvier 1996, le gouvernement de la République du Kazakhstan a fait une demande d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La réunion du Conseil général du 6 février 1996 a donné lieu à la création du Groupe de travail en vue de l'examen de la demande d'accession de la République du Kazakhstan en vertu de l'article XII et à l'exposé des recommandations du Conseil général, y compris le Calendrier d'accession. Tous les membres de l'OMC ont été invités à devenir membres du Groupe de travail. Les conditions de participation au Groupe de travail sont définies dans les parties 1) et 2) du document WT/ACC/KAZ/2.

B. Ekblom (Finlande) a présidé la première réunion du Groupe de travail (10 mars 1997) ainsi que la deuxième (9 octobre 1997); P. Huhtaniemi (Finlande) a ensuite présidé la troisième réunion du Groupe de travail (9 octobre 1998), la quatrième (12-13 juillet 2001) et la cinquième (13 décembre 2002).

- Documents

Les discussions du Groupe de travail ont été menées sur la base de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République du Kazakhstan (WT/ACC/KAZ/3 et App.1), les réponses aux questions posées par les membres du Groupe de travail sur le régime de commerce extérieur de la République du Kazakhstan (WT/ACC/KAZ/6. App.1 et 2; 10; 14; 18; 20; 21; 22; 23; 24; 25; 26; 27; 28; 29; 30; 31; 32; 33; 34; 35; WT/ACC/SPEC/KAZ/2) et d'autres renseignements ont été mis à disposition par les organes autorisés de la République du Kazakhstan. Le gouvernement de la République du Kazakhstan a communiqué au Groupe de travail les actes législatifs suivants:

- la Constitution de la République du Kazakhstan;
- le Code civil de la République du Kazakhstan;
- le Code de la République du Kazakhstan "sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget";
- "sur la mise en œuvre de l'Ordonnance présidentielle réglementaire "sur les douanes de la République du Kazakhstan";
- "sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan";
- "sur l'octroi de licence";
- "sur le marché des valeurs et des changes";
- "sur le partenariat économique";
- "sur l'assurance maladie";
- "sur le pétrole";
- "sur le secteur bancaire";
- "sur la mise en œuvre de l'Ordonnance présidentielle réglementaire "sur le secteur bancaire de la République du Kazakhstan";
- "sur l'assurance";
- "sur l'utilisation de l'espace aérien et sur l'aviation de la République du Kazakhstan";
- "sur la propriété foncière";
- "sur les zones économiques spéciales de la République du Kazakhstan";
- "sur les droits d'accise sur certaines marchandises importées dans la République du Kazakhstan";
- "sur les licences d'exportation et d'importation de marchandises (travaux, services) dans la République du Kazakhstan";
- Liste des marchandises exonérées de traitement en douane pour l'importation (exportation) provisoire

- Disposition temporaire sur les transactions autres qu'en numéraire dans la République du Kazakhstan reflétant les modifications du Protocole 4 du 11 février 1994 et du Protocole 5 du 31 mars 1995
- "sur l'interdiction des opérations de troc à l'exportation et à l'importation";
- "sur les modifications de la Résolution du Conseil des ministres n° 984 du 17 juillet 1995 "sur l'interdiction des opérations de troc à l'exportation et à l'importation";
- "sur les procédures d'application de la TVA et des droits d'accise sur les marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan. Décret du Comité d'État des douanes par le Conseil des ministres de la République du Kazakhstan n° 131-II du 29 septembre 1995";
- "sur les règles de présentation au public des œuvres cinématographiques ou vidéo dans la République du Kazakhstan";
- "sur la création de l'Office public du droit d'auteur et des droits connexes";
- "sur l'adoption de la Disposition sur le Bureau des brevets par le Conseil des ministres de la République du Kazakhstan";
- "sur l'adoption des procédures de délivrance de documents de sauvegarde par la République du Kazakhstan pour les inventions, les modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service; protégés au titre des documents de sauvegarde délivrés par l'ex-Union soviétique";
- "sur l'adoption de la Disposition sur les procédures de garantie (communication, échange, vente) des renseignements sur le sous-sol de la République du Kazakhstan";
- "sur les droits d'accise sur certaines marchandises soumises au droit d'accise importées en République du Kazakhstan, sur les limites pour les personnes physiques autorisées à transporter concernant les quantités de marchandises assujetties à l'accise ou exemptées du droit d'accise autorisées à être transportées à l'extérieur de la frontière de la République du Kazakhstan";
- "sur les droits d'accise sur certaines marchandises assujetties à l'accise produites dans la République du Kazakhstan et sur les jeux d'argent ";
- "sur l'adoption de la liste des pays utilisant la liste des préférences de la République du Kazakhstan";
- "sur l'adoption du Calendrier des marchandises de réserve";
- "sur les droits de douane sur les marchandises importées";
- "sur les modifications de la Résolution du Conseil des ministres n° 74";
- "sur les questions relatives à l'Administration de l'assurance nationale dans la République du Kazakhstan";
- sur la mise en œuvre de l'Ordonnance présidentielle réglementaire "sur l'octroi de licences";
- "sur le Comité de normalisation, de métrologie et de certification de la République du Kazakhstan. Décret gouvernemental n° 478 du 19 avril 1996";
- "sur les modifications du Décret gouvernemental n° 299 du 12 mars 1996. Décret gouvernemental n° 810";
- "sur le contrôle douanier sur les produits soumis au processus de certification obligatoire";
- "sur les droits de douane";
- "sur l'adoption du Décret sur la destruction ou le retraitement de produits déclarés non commercialisables et non utilisables";
- "sur l'adoption de Dispositions sur l'expertise de l'État en matière d'environnement en République du Kazakhstan";
- "sur les chèques en République du Kazakhstan";
- Dispositions réglementaires sur les opérations de change en République du Kazakhstan

- "sur les droits et les procédures de paiement devant être effectuées par les ressortissants étrangers pour les actions en justice, en ce qui concerne la protection de la propriété des sites industriels en République du Kazakhstan";
- "sur le Bureau des brevets du Conseil des ministres de la République du Kazakhstan";
- "sur les procédures de paiement et les taux des droits exigibles pour la délivrance d'un brevet d'invention, les dessins industriels et modèles utiles, l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce et de marques de service, l'enregistrement et le droit d'utiliser les appellations d'origine";
- "sur les marchés publics de marchandises (travaux, services) en République du Kazakhstan";
- "sur la Réglementation des prix et des produits d'agents économiques, représentant des monopoles naturels";
- "sur les modifications de la Résolution du Conseil des ministres n° 1035 du 28 juillet 1995";
- "sur l'introduction par étape de la certification obligatoire des marchandises (travaux, services) en République du Kazakhstan";
- "sur la protection de l'environnement en République du Kazakhstan";
- "sur la protection des droits des consommateurs";
- "sur l'audit en République du Kazakhstan";
- "sur la Réglementation des changes";
- "sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine";
- "sur le transport en République du Kazakhstan";
- "sur les investissements étrangers";
- Loi de la République du Kazakhstan "sur le droit d'auteur et les droits connexes";
- "sur le développement de la concurrence et la limitation des monopoles";
- "sur le pétrole";
- "sur l'enregistrement des personnes morales";
- "sur le contrôle à l'exportation d'armes, de technologies d'armement et de produits à double usage;
- Loi sur les brevets";
- "sur le sous-sol et l'utilisation du sous-sol";
- sur les modifications de l'Ordonnance présidentielle n° 2196 "sur la Banque nationale de la République du Kazakhstan", y compris les modifications du 20 juillet 1995 et du 5 août 1995";
- Projet de loi de la République du Kazakhstan "sur l'élimination des déchets" (1^{er} septembre 1997);
- Projet de loi de la République du Kazakhstan "sur les mesures de sauvegarde";
- Loi de la République du Kazakhstan "sur les accords sur les subventions et les mesures compensatoires";
- Articles 184, 199 et 200 du Code pénal "sur la propriété intellectuelle";
- "sur les infractions administratives";
- "sur les paiements et les transferts monétaires";
- "sur la concurrence déloyale";
- "sur les mesures antidumping";
- "sur la certification";
- "sur la protection des sélections";
- "sur la normalisation";
- "sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés";
- "sur la protection des végétaux"; et
- "sur les mesures de protection du marché intérieur".

- **Politiques économiques**

- **Régime des changes et des paiements**

Les opérations de change sont réparties en opérations de change courantes et en opérations liées à un mouvement de capitaux, au titre de la Loi "sur le contrôle des changes" du 24 décembre 1996 (modifiée par les lois n° 154-1 du 11 juillet 1997; n° 277-1 du 9 juillet 1998; n° 431-1 du 16 juillet 1999; et n° 154-II du 30 janvier 2001).

Les opérations de change courantes incluent: les transferts concernant le règlement de comptes liés à l'importation et à l'exportation de marchandises, de travaux et de services prévoyant le report de paiement ou le paiement anticipé pour une période n'excédant pas 120 jours; l'accord et la réception de crédits officiels pour une période n'excédant pas 120 jours; le transfert et la réception de dividendes, d'intérêts et d'autres revenus de contributions (dépôts), d'investissements, de prêts et d'autres opérations; les transferts non liés au commerce, y compris les dons, les héritages, les salaires, les retraites, les pensions alimentaires, etc.; toutes les autres opérations en devises ne figurant pas dans la liste des opérations liées à un mouvement de capitaux au titre de la Loi "sur le contrôle des changes".

Les opérations liées à un mouvement de capitaux incluent: les investissements, les transferts concernant le règlement des comptes liés à des opérations réalisées pour le transfert de droits exclusifs de propriété intellectuelle; les transferts en tant que forme de paiement des droits économiques de biens immobiliers; les transferts concernant le règlement de comptes liés à l'importation et à l'exportation de marchandises, de travaux et de services prévoyant le report de paiement ou le paiement anticipé pour une période excédant 120 jours; l'accord et la réception de crédits officiels pour une période excédant 120 jours; l'attribution de contributions (dépôts) dans des banques étrangères autorisées par la législation de leur pays d'enregistrement à traiter des opérations bancaires; les transferts internationaux pour des opérations liées à des fonds de pension accumulés; les transferts internationaux dans le cadre des accords d'accumulation d'assurance et de réassurance.

Les transferts et les paiements bancaires internationaux, effectués dans le cadre d'opérations courantes entre résidents et non-résidents, sont réalisés sans aucune limitation par les banques autorisées. Les transferts et les paiements bancaires internationaux, effectués dans le cadre d'opérations liées au mouvement de capitaux dans la monnaie nationale de la République du Kazakhstan doivent être réalisées conformément aux procédures fixées par la Banque nationale de la République du Kazakhstan.

Au titre de la Loi du 17 avril 1995 "sur l'octroi de licences", les types d'opérations suivantes sur les valeurs monétaires sont assujettis au régime des licences: la fourniture de services de change sur le marché des particuliers; l'ouverture de compte par des résidents (y compris les comptes en monnaie nationale de la République du Kazakhstan) dans des banques étrangères ou d'autres établissements financiers, autorisés à exercer les activités correspondantes par la législation du pays d'enregistrement; les investissements à l'étranger des résidents (à l'exclusion du courtage et du traitement des opérations bancaires); les transferts de résidents à non-résidents en tant que forme de paiement de droits économiques de biens immobiliers; les transferts de résidents à non-résidents pour le règlement de comptes liés à l'importation et à l'exportation de marchandises, de travaux et de services prévoyant le report de paiement ou le paiement anticipé pour une période supérieure à 120 jours; de même que la prolongation de la période de réception de recette en devise étrangère en tant que forme de paiement pour l'exportation de marchandises (travaux, services) par des résidents pour une période supérieure à 120 jours après la date d'exportation des marchandises (travaux, services); l'octroi de prêts par des résidents à des non-résidents pour une durée supérieure à 120 jours; le crédit en devise étrangère reçu par un résident en tant que prêt octroyé par un non-résident vers le compte d'un tiers.

Au titre de l'article 3 de la Loi "sur le contrôle des changes", le Président de la République du Kazakhstan possède le droit de limiter ou de bloquer les opérations en devises aux fins de satisfaire aux obligations internationales et aux situations d'urgence. Au titre de la loi, la Banque nationale est aussi autorisée à imposer des restrictions sur les devises de paiement utilisées dans les opérations d'exportation des résidents, sur les conditions de rachat appliquées aux recettes d'exportations en devise étrangère et sous les formes de paiements de contrats d'importation et d'exportation spécifiques afin de garantir la sécurité économique de la République du Kazakhstan.

Dans le cadre des règles d'enregistrement des opérations en devises liées à des mouvements de capitaux, adoptées par le Décret du Conseil de la Banque nationale de la République du Kazakhstan n° 88 du 31 mars 2001, l'enregistrement auprès de la Banque nationale est exigé pour les opérations en devises suivantes, liées à des mouvements de capitaux donnant lieu à des recettes de biens (fonds) dans la République du Kazakhstan pour le montant dépassant l'équivalent de 100 000 dollars EU :

- l'emprunt à non-résidents pour une période supérieure à 120 jours, y compris le crédit-bail;
- l'octroi de crédit d'opérations d'importation et d'exportation par des non résidents;
- les investissements de non-résidents en République du Kazakhstan sous la forme d'investissements directs et d'investissements de portefeuille; et
- les transferts de non-résidents pour l'attribution complète des droits exclusifs d'œuvres intellectuelles, effectués par des résidents; les transferts de non-résidents pour le paiement de droits économiques de biens immobiliers.

Les paiements de capitaux, effectués par les non-résidents à des résidents, concernant des montants supérieurs à 100 000 dollars EU, liés à l'attraction des investissements en République du Kazakhstan, seront enregistrés auprès de la Banque nationale de la République du Kazakhstan.

Les paiements de capitaux par les résidents vers un pays étranger nécessitent une licence de la Banque nationale de la République du Kazakhstan. Les normes limitant l'exportation de devises par des personnes physiques et morales depuis la République du Kazakhstan, seront définies par la Banque nationale de la République du Kazakhstan.

L'enregistrement des opérations en devises liées au mouvement de capitaux n'est pas restrictif et sera effectué à des fins statistiques pour la balance des paiements. Au titre des Règles sur les opérations de change en République du Kazakhstan, adoptées par la Résolution du Conseil de la Banque nationale de la République du Kazakhstan n° 115 du 20 avril 2001, les paiements et les transferts monétaires concernant des opérations entre résidents et non-résidents peuvent être réalisés dans la devise convenue par les parties. Les paiements et les transferts monétaires pour des opérations entre résidents et non-résidents peuvent être réalisés uniquement par l'intermédiaire de leurs comptes bancaires, à l'exception des cas prévus dans les lois normatives de la Banque nationale. Avant d'effectuer des opérations en devises, un résident et/ou un non-résident doit déposer certains documents auprès de la banque agréée, comme l'exige la législation en matière de devises de la République du Kazakhstan. La banque agréée ne peut pas procéder à des paiements et à des transferts monétaires d'un résident et/ou d'un non-résident si l'une des parties ci-dessus n'a pas déposé les documents demandés. Si un résident tente d'effectuer un paiement et/ou un transfert monétaire nécessitant une licence et/ou un certificat d'enregistrement auprès de la Banque nationale de la République du Kazakhstan, il doit présenter à la banque autorisée les originaux et les copies de la licence exigée et/ou du certificat d'enregistrement.

Les résidents et les non-résidents ont le droit d'importer en République du Kazakhstan les valeurs monétaires énumérées au titre de l'article 1.1 de la Loi "sur la réglementation des changes" du 24 décembre 1996 sans aucune restriction, à condition que toutes les conditions décrites dans la législation de la République du Kazakhstan aient été satisfaites.

Aucune restriction ne s'applique à l'exportation de monnaie nationale de la République du Kazakhstan par les résidents et les non-résidents. Les pièces de monnaie en métal précieux émises par la Banque nationale et officiellement en circulation sont importées en ou exportées depuis la République du Kazakhstan sans aucune restriction. Les personnes physiques résidentes ont le droit d'exporter de la République du Kazakhstan des devises en numéraire pour un montant ne dépassant pas l'équivalent de 10 000 dollars EU sans nécessiter la fourniture de documents prouvant leur origine légale. Si le montant des devises exportées est supérieur à l'équivalent de 10 000 dollars EU, l'exportateur déposera auprès des services douaniers de la République du Kazakhstan un certain nombre de documents énumérés dans les Règles d'enregistrement des opérations en devises, adoptées dans le cadre de la Réglementation de la Banque nationale de la République du Kazakhstan n° 115 du 20 avril 2001, aux fins de prouver l'origine légale du montant dépassant l'équivalent de 10 000 dollars EU.

Les personnes physiques non résidentes ont le droit d'exporter de la République du Kazakhstan des devises en numéraire et des documents de paiement émis en devises étrangères, en conformité avec la déclaration en douanes remplie pour l'importation des devises et documents susmentionnés. Si le montant exporté est supérieur au montant porté sur la déclaration en douanes, un non-résident déposera auprès des services douaniers de la République du Kazakhstan un certain nombre de documents énumérés dans les Règles d'enregistrement des opérations en devises, adoptées dans le cadre de la Réglementation de la Banque nationale de la République du Kazakhstan n° 115 du 20 avril 2001, aux fins de prouver l'origine légale du montant dépassant le montant porté sur la déclaration en douanes.

- **Régime des investissements**

Les réformes de la réglementation normative et législative de l'environnement de l'investissement visent i) le passage de l'économie centralisée à l'économie de marché; et ii) l'attraction des investissements nécessaires au développement des capacités de production, la modernisation des infrastructures et la restructuration de la base industrielle. À l'heure actuelle, les lois de la République du Kazakhstan offrent des conditions favorables aux investissements. Ces lois ont été adaptées en vue de mettre en œuvre les normes internationales et incluent:

- la loi sur les investissements n° 373-II 3PK du 8 janvier 2003;
- le Code "sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget" du 12 juin 2001;
- la Loi sur les douanes, n° 2368 du 20 Juillet 1995;
- la Loi sur les assurances du 18 décembre 2000;
- la Loi sur la concurrence déloyale du 9 juin 1998;
- la Loi sur les monopoles naturels du 9 juillet 1998;
- les lois sur les banques et sur la réglementation des changes, les lois sur la propriété intellectuelle;
- la Loi foncière n° 152 du 24 Janvier 2001;
- l'Ordonnance présidentielle n° 2350 du 28 juillet 1995 "sur le pétrole"; et
- l'Ordonnance présidentielle n° 2828 du 27 janvier 1996 "sur le sous-sol et l'utilisation du sous-sol".

Les textes législatifs actuels garantissent la protection des droits et des intérêts des investisseurs et la création d'un environnement favorable aux activités d'investissement en République

du Kazakhstan, conformément à la législation sur les investissements et aux traités internationaux signés par la République du Kazakhstan.

La Loi de la République du Kazakhstan sur les investissements fournit une définition explicite des investissements et des activités d'investissement, elle assure des conditions d'exploitation égales aux investisseurs nationaux et aux investisseurs étrangers, notamment un certain nombre de garanties. Par conséquent, la Loi garantit une protection égale des activités des investisseurs en République du Kazakhstan, l'utilisation des revenus, la transparence des actions des organismes publics visant les investisseurs, de même que les droits des investisseurs en cas de nationalisation et de réquisition. L'application de la saisie de la propriété des investisseurs (nationalisation, réquisition) pour des besoins nationaux ne sera effectuée que dans des cas exceptionnels, stipulés par la législation de la République du Kazakhstan. Dans le cas où la propriété d'un investisseur est nationalisée, il doit recevoir une indemnisation équivalente aux pertes encourues, comme prévu par les textes législatifs de la République du Kazakhstan sur la nationalisation. Dans le cas où la propriété d'un investisseur fait l'objet d'une réquisition, celui-ci doit recevoir l'équivalent de la valeur marchande de ladite propriété.

Les investissements étrangers directs bruts en République du Kazakhstan se sont élevés à l'équivalent de 19,7 milliards de dollars EU pour la période comprise entre 1993 et le troisième trimestre de 2002. Pour ce qui concerne le quatrième trimestre de 2002, la majeure partie des investissements étrangers directs a été allouée à l'industrie minière et représente 67,3 pour cent du montant total des investissements étrangers directs, alors que bénéficiant d'une aide publique d'attraction des investissements privés vers l'économie nationale, le volume des investissements alloués aux industries de transformation a représenté 56 pour cent.

En 2002, la répartition structurelle des investissements par pays a montré la position dominante des investisseurs des États-Unis (26 pour cent des investissements étrangers directs bruts), de la Grande-Bretagne (16 pour cent), de l'Italie (13 pour cent), des Pays-Bas (9 pour cent) et de la Fédération de Russie (5 pour cent).

Les lois de la République du Kazakhstan peuvent spécifier des domaines à l'intérieur desquels les activités d'investissement d'investisseurs étrangers ou d'entreprises à participation étrangère sont limitées ou interdites pour des raisons de sécurité nationale.

- Politique tarifaire

La politique tarifaire nationale comporte les tâches et objectifs suivants :

- la réglementation des prix et des tarifs relatifs aux services fournis par les monopoles naturels;
- la réglementation des prix et des tarifs concernant les services fournis par les entreprises bénéficiant de droits exclusifs;
- la réglementation des paiements pour des services fournis par des organismes publics, conformément à la législation de la République du Kazakhstan; et
- l'introduction de contre-mesures destinées à lutter contre les pratiques de concurrence déloyale, utilisées par certains producteurs sur les marchés de marchandises.

La libéralisation des prix en République du Kazakhstan a été engagée par le Décret présidentiel n° 569 du 3 janvier 1992 sur les mesures de libéralisation des prix, en vue de stabiliser la situation sociale et économique en République du Kazakhstan et de créer les conditions propices au

développement des relations commerciales dans les différents secteurs économiques. Dorénavant, la réglementation par l'État s'applique uniquement aux monopoles naturels.

Les relations découlant des marchés de services (marchandises, travaux), liées à la présence et à l'exploitation des monopoles naturels, sont réglementées par la Loi sur les monopoles naturels n° 272-II du 9 juillet 1998 (ci-après dénommée la Loi). Les objectifs de la Loi incluent :

- la détermination de la plate-forme juridique pour la réglementation et le contrôle de l'État sur les activités des monopoles naturels; et
- l'équilibrage des intérêts des consommateurs et de ceux des monopoles naturels.

Les monopoles naturels englobent les activités suivantes:

- le transport du pétrole et/ou des produits pétroliers par canalisations primaires;
- le stockage et le transport de gaz ou de condensat par canalisation primaire et/ou de distribution, l'exploitation des centres de distribution de gaz et des canalisations de distribution du gaz;
- le transport et/ou la distribution d'électricité et/ou du chauffage;
- la production de chauffage par des centrales thermiques à vapeur en faisant appel à des méthodes de production combinée;
- les services techniques de distribution et de consommation électrique;
- les services des principaux réseaux ferroviaires;
- les services de voies d'accès, dans les cas où il n'existe aucune autre voie d'accès concurrente et lorsque la construction de ces dernières est techniquement impossible ou économiquement irréalisable.
- les services de navigation aérienne, les services portuaires et aéroportuaires;
- les services de télécommunication utilisant des réseaux locaux;
- les services des systèmes hydrauliques et/ou des réseaux d'égouts; et
- les services postaux d'État.

Les dispositions de la Loi ne s'étendent pas aux personnes morales ni aux entrepreneurs individuels engagés dans l'exploitation d'activités classées comme monopoles naturels, mais aux fins de construction et d'exploitation pour leurs propres besoins.

Une entité commerciale engagée dans des activités classées comme monopoles naturels ne sera réglementée et contrôlée par l'État que dans la limite de telles activités.

Les monopoles naturels sont inscrits au Registre d'État des monopoles naturels, divisé en deux sections: la section nationale (regroupe les monopoles naturels qui opèrent sur le marché s'étendant au-delà de la frontière d'une province (oblast)) et la section locale (regroupe les monopoles naturels qui opèrent sur les marchés locaux limités à une province (oblast), une ville, un district, un

village, ou une autre zone locale). Les procédures d'accèsion et de radiation du Registre d'État des monopoles naturels sont fixées par l'organisme autorisé.

La réglementation par l'État des activités des monopoles naturels est mise en place au moyen des mécanismes suivants:

- approbation des tarifs (prix, barèmes des redevances);
- approbation des estimations tarifaires;
- détermination du coefficient de réduction provisoire; et
- procédure spéciale de fixation des prix.

Les tarifs (prix, redevances) des services d'un monopole naturel, approuvés par l'organisme agréé, ne se situent pas en dessous de la valeur des coûts nécessaires à la fourniture des services (production de marchandises, réalisation de travaux) et doivent permettre un niveau approprié de bénéfices, nécessaires à garantir son bon fonctionnement. Les tarifs (prix, redevances) des services (marchandises, travaux) d'un monopole naturel ne peuvent pas être changés plus d'une fois par semestre. Les nouveaux tarifs (prix, redevances) entreront en vigueur au premier jour du trimestre.

Pour assurer la flexibilité des mécanismes de réglementation tarifaire, pour protéger les intérêts des consommateurs et des monopoles naturels, les tarifs (prix, redevances) pour les services des monopoles naturels peuvent être corrigés selon des coefficients de réduction provisoires, mis en place conformément aux procédures définies par l'organisme agréé.

- Politique concurrentielle

La politique concurrentielle de la République du Kazakhstan a pour but de créer des conditions de fonctionnement efficaces pour les marchés de marchandises, de garantir la libre concurrence et de protéger les intérêts légitimes des consommateurs.

Les tâches et les objectifs de la politique concurrentielle regroupent:

- le soutien à la création d'entreprises, le développement de la concurrence sur le marché des marchandises (travaux, services);
- la suppression et la prévention des actions coordonnées des entités commerciales et des organismes publics ayant pour but l'alignement des prix, le partage du marché, l'élimination du marché ou la limitation de l'accès au marché pour les autres entités;
- la suppression et la prévention des activités monopolistiques, causant un usage abusif de la position de domination du marché;
- le contrôle de la concentration économique; et
- la prévention de l'intervention non fondée des organismes publics dans les activités économiques des entités commerciales.

La législation sur les monopoles repose sur la Constitution de la République du Kazakhstan et englobe les principes du Code civil de la République du Kazakhstan, la Loi n° 144 du 19 janvier 2001 sur la concurrence et sur la limitation des monopoles, ainsi que d'autres lois normatives renfermant des dispositions sur la prévention, la limitation et la suppression des activités monopolistiques, la

concurrence déloyale et la réglementation des monopoles naturels. Dans les cas où les dispositions d'un accord international concernant la République du Kazakhstan diffèrent de la Loi, ces dispositions ont priorité sur la Loi.

Les accords (activités coordonnées) des agents commerciaux concurrents et non concurrents, de même que les accords conclus entre organismes publics, ou entre un organisme public et un agent commercial, sont invalidés et interdits dans les cas où ils provoquent une limitation de la concurrence et/ou lorsqu'ils enfreignent les droits des personnes morales et des personnes physiques.

Les mécanismes de réglementation par l'État des prix des marchandises (travaux, services) des agents commerciaux en position de monopole sur certains marchés sont mis en place par décision de l'organisme agréé uniquement dans les cas où l'agent commercial ayant une position monopolistique sur un marché déterminé a enfreint les lois figurant dans la législation sur les monopoles, ayant pour but de limiter la concurrence, et utilise de manière abusive ses pouvoirs en tant que participant dominant dans les relations commerciales.

- **Mécanismes de développement et d'application des politiques, influençant le commerce des marchandises et le commerce des services**

- **Exécutif, législatif et judiciaire**

La République du Kazakhstan est un État unitaire à gouvernement de type présidentiel. Les pouvoirs publics en République du Kazakhstan sont répartis en trois branches: le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Le Président est le chef de l'État. Le pouvoir législatif est exercé par le Président et par le gouvernement de la République du Kazakhstan. Le Président est élu au suffrage universel pour une période de sept ans, par scrutin secret, le droit de vote étant conféré sur une base égalitaire et exercé directement. Le Président a le droit de désigner et de relever de leur poste à la fois les membres et les groupes de membres du gouvernement, y compris le Premier ministre (approbation par le Parlement) et les ministres. Le Président désigne également trois des sept membres du Conseil constitutionnel; sept des 39 membres de la Chambre haute du Parlement; les dirigeants des organes exécutifs locaux des provinces, des villes d'importance et de la capitale; tous les chefs des bureaux de représentation diplomatique de la République du Kazakhstan; les cadres supérieurs des forces armées; le Président et deux membres du Comité de contrôle de l'exécution du Budget national; et le Secrétaire d'État de la République du Kazakhstan. Avec l'accord des deux chambres du Parlement, le Président doit désigner le Directeur de la Banque nationale. Le Procureur général et le Directeur du Comité de la sécurité nationale sont désignés par le Président avec l'accord du Sénat. Le Président forme le Conseil de sécurité et le Conseil de la Cour suprême.

Le Président de la République du Kazakhstan a le droit de définir des priorités pour l'élaboration des projets de lois et d'attribuer une priorité principale à un projet de loi particulier. Un projet de loi affecté d'une priorité principale sera examiné par le Parlement dans un délai d'un mois suivant sa présentation. Le Président de la République du Kazakhstan signe les lois présentées par le Sénat dans un délai de 15 jours suivant leur promulgation, ou bien renvoie au Parlement le texte de loi complet ou des articles particuliers de la loi mentionnée, pour examen ultérieur devant être achevé dans un délai d'un mois. Une fois que la loi ou que des articles particuliers de cette loi ont été réexaminés, ou à réception de la confirmation du Parlement de sa décision antérieure, le Président de la République du Kazakhstan signera la loi dans un délai de sept jours. Dans les cas où le Parlement n'a pas réussi à inscrire les commentaires du Président dans la loi, cette loi est considérée comme non adoptée, ou comme adoptée selon la forme proposée par le Président de la République. Les lois entrent en vigueur dans un délai de dix jours calendaires suivant leur première publication, sauf si un délai de promulgation différent est spécifié dans les lois ou dans les textes de mise en œuvre de ces

lois. Le veto peut être cassé à la suite d'un vote majoritaire des deux tiers de tous les membres des deux chambres du Parlement. Le Parlement peut déléguer ses pouvoirs législatifs au Président pour une période ne dépassant pas un an. Le Président peut dissoudre le Parlement dans les cas suivants; si les différends entre les chambres du Parlement ou entre le Parlement et les autres branches du pouvoir de l'État conduisent à une crise politique; si le Parlement vote une motion de censure contre le gouvernement et si le Parlement refuse d'autoriser la candidature du Premier ministre à deux reprises. Conformément à et en application de la Constitution et des lois de la République du Kazakhstan, le Président de la République a le droit d'émettre des décrets et des résolutions valables sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan. Dans les cas énumérés au paragraphe 4 de l'article 53 de la Constitution de la République du Kazakhstan, le Président de la République émet des lois et des ordonnances présidentielles (selon les conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 61 de la Constitution) et prend des décisions sur la tenue d'un référendum national.

Le gouvernement est responsable devant le Président de la République et devra répondre devant le Parlement dans les cas prescrits au paragraphe 6 de l'article 53 de la Constitution. Les membres du gouvernement sont responsables devant les chambres du Parlement dans les cas prescrits au paragraphe 6 de l'article 57 de la Constitution. Le Premier ministre organise et dirige les activités du gouvernement et il est personnellement responsable de son fonctionnement. Le gouvernement élabore et applique les principales solutions concernant la politique sociale et économique d'ordre national, la sécurité nationale et le maintien de l'ordre public; il assure la gestion des biens de l'État; il prend des mesures en faveur du commerce extérieur de la République du Kazakhstan. Le gouvernement, dans le cadre de ses compétences, adopte des résolutions contraignantes sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan, soumet des projets de lois à la Majilis (chambre basse) du Kazakhstan et applique les lois adoptées. Le Premier ministre émet des décrets contraignants sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan. Le Président peut annuler ou suspendre, partiellement ou en totalité, les textes législatifs émanant du gouvernement et des Akims des provinces (oblasts); des villes d'importance nationale et de la capitale de la République du Kazakhstan. L'autorité du gouvernement se termine à expiration du mandat présidentiel, à moins que le Président de la République du Kazakhstan n'y mette fin auparavant.

- Législatif

Le Parlement est une autorité bicamérale, composée de la Chambre haute – le Sénat et de la Chambre basse – le Majilis. Le Majilis est composé de 77 députés, dont 67 représentent une circonscription électorale, tandis que les dix restants proviennent des listes des partis et sont élus au suffrage universel, par scrutin secret, le droit de vote étant conféré sur une base égalitaire et exercé directement. Les députés du Sénat sont élus pour six ans, la moitié d'entre eux est réélue tous les trois ans, à l'exclusion des sept députés désignés par le Président. Des réunions des députés de toutes les autorités représentatives sont nécessaires pour procéder à l'élection de deux représentants pour chaque province (oblast), ville d'importance nationale et pour la capitale.

Durant les réunions communes des deux chambres, le Parlement peut apporter des modifications à la Constitution de la République du Kazakhstan, suggérées par le Président. Le Parlement peut également adopter des lois constitutionnelles, introduire des modifications, approuver et modifier le budget national et lancer un référendum national. Lors des réunions unicamérales, le Parlement peut: adopter des lois "réglementant les relations sociales de base" et définir les principes cadres et les textes en vue de leur examen ultérieur par le Majilis et par le Sénat. Le Parlement ratifie et dénonce les traités internationaux et résout les questions concernant les prêts gouvernementaux et les dispositions économiques ou d'autres formes d'aide de la République du Kazakhstan; il adopte et annule les taxes et les impositions.

Le Sénat est, entre autres, la seule autorité responsable, sur initiative du Président de la République, de l'élection et de la destitution du Président de la Cour suprême, des Présidents des

chambres et des juges de la Cour suprême. Le Majilis est, entre autres, la seule autorité responsable de l'examen des projets de lois, de la proclamation des élections du Président de la République et de l'inculpation de celui-ci pour haute trahison.

- **Judiciaire**

L'exécution du pouvoir judiciaire en République du Kazakhstan est assurée par des mesures découlant de la législation civile, pénale ainsi que d'autres législations. La Cour suprême de la République du Kazakhstan est l'autorité suprême en matière civile, pénale et autre, exerçant le pouvoir de contrôle des tribunaux ordinaires, y compris le contrôle de leurs activités dans les limites prévues par la loi et, de la communication des explications et des clarifications sur les questions liées aux pratiques des tribunaux. La Cour suprême siège en audience *nisi prius* dans les cas stipulés par la législation; elle agit comme cour d'appel pour les cas examinés en première instance par les tribunaux de niveau provincial (oblasts); elle examine certains cas aux fins d'arbitrage ainsi que les cas traités antérieurement par des tribunaux de niveau inférieur ou par la Cour suprême et faisant l'objet de nouveaux témoignages; elle étudie et rassemble les pratiques liées à l'application des lois et des autres textes législatifs de la République du Kazakhstan; elle adopte les décrets normatifs portant clarification sur les pratiques des tribunaux; elle élabore des projets d'amélioration de lois et de textes juridiques normatifs; elle gère et analyse les données statistiques légales. La Cour suprême est composée du Président, des présidents des chambres et des juges et, elle regroupe le Plénum, le Présidium, les chambres des affaires civiles, économiques et pénales, ainsi que la chambre militaire et le Conseil consultatif.

Les cours provinciales, le tribunal municipal d'Astana et d'Almaty et la Cour martiale représentent le niveau situé immédiatement en dessous de la Cour suprême. Les cours provinciales et les tribunaux municipaux d'Astana et d'Almaty examinent les cas du ressort de leur compétence en tant que cours *nisi prius*, les cours d'appel et les cours de cassation sont chargées du contrôle et des cas faisant l'objet de nouveaux témoignages, elles contrôlent les tribunaux des villes; conservent et analysent les données légales, étudient et structurent les pratiques des tribunaux et exécutent d'autres fonctions stipulées par la loi. De manière similaire à la Cour suprême, les cours provinciales regroupent le présidium et les chambres. Les cours municipales agissent comme cours *nisi prius* pour l'examen de tous les cas, à l'exclusion des cas relevant de la compétence des autres cours au titre de la loi. Contrairement à la Cour Suprême et aux cours provinciales, les cours municipales ne sont pas subdivisées en chambres. Enfin, les Cours martiales examinent les cas relevant de leur compétence au titre de la loi.

La République du Kazakhstan ne possède pas de Cour constitutionnelle à proprement parler. Cependant, si la Cour décide qu'une loi ou qu'un texte juridique normatif enfreint les droits et les libertés de l'Homme tels que définis dans la Constitution, elle suspendra les procédures judiciaires et informera le Conseil constitutionnel du caractère anticonstitutionnel de la loi ou des textes susmentionnés. Le Conseil constitutionnel peut déclarer inconstitutionnel la loi ou l'arrêté à ce titre démunis de pouvoir légal et adopter une résolution normative définitive et sans appel mise en application le jour de l'adoption sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan.

- **Organismes gouvernementaux responsables du développement et de l'implantation de la politique affectant le commerce extérieur**

Le gouvernement est chargé du développement de la politique économique de la République du Kazakhstan, y compris de la politique du commerce extérieur, codifiée dans les projets de loi, dans la réglementation et dans les décrets préparés par les "Groupes de travail" au niveau national, qui sont par définition composés de représentants du Ministère de la justice, du Ministère de l'industrie et du commerce, du Ministère des finances, du Ministère de l'énergie et des ressources minérales, de l'Office chargé de la réglementation des monopoles naturels, de la protection de la concurrence, etc.

La politique générale dans le secteur des relations extérieures est élaborée par le Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan. La politique économique générale du gouvernement, y compris la politique économique extérieure, est élaborée et coordonnée par le Ministère de l'industrie et du commerce, tandis que la politique économique extérieure liée aux pays membres de la CEI doit être coordonnée par le Comité sur les questions économiques du Conseil économique de la CEI.

Le Ministère de l'industrie et du commerce de la République du Kazakhstan est l'organisme public directeur responsable de l'élaboration de la politique nationale dans le secteur du commerce international, y compris les propositions sur les taxes et les redevances douanières en vue de leur mise en œuvre ultérieure par l'Office du contrôle douanier. Le Ministère de l'industrie et du commerce est également responsable de la délivrance des licences d'importation et d'exportation. La politique monétaire nationale est fixée par le Ministère des finances. La réglementation des transactions de change est du ressort de la Banque nationale, et elle est mise en œuvre au moyen de la délivrance de licences d'opérations de change. Le Comité d'investissement du Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan est responsable de l'attraction et de la répartition des investissements étrangers.

- **Collectivités locales et autorités autonomes locales**

La Constitution de la République du Kazakhstan reconnaît les autorités autonomes locales, chargées de la gestion indépendante des questions locales basées sur l'opinion du plus grand nombre. La décentralisation des pouvoirs est effectuée selon plusieurs niveaux: du niveau central vers le niveau provincial et vers le niveau municipal. L'administration locale est du ressort des organes représentatifs (Maslikhats) et exécutifs (Akims) locaux. Les Akims des provinces, des villes d'importance nationale et de la capitale sont désignés par le Président de la République du Kazakhstan. Les Akims des autres divisions administratives sont désignés suivant les procédures fixées par le Président de la République. Les députés des Maslikhats sont élus pour quatre ans au suffrage universel, par scrutin secret, le droit de vote étant conféré sur une base égalitaire et exercé directement. Les Maslikhats ont la charge:

- d'adopter des plans et des programmes économiques et sociaux pour le développement des secteurs contrôlés, de voter des budgets locaux et d'émettre des rapports d'exécution de budgets.
- de régler les questions administratives locales relevant de leurs compétences;
- d'analyser les rapports présentés par les dirigeants des organes exécutifs locaux sur les questions relevant de la compétence des Maslikhats;
- de créer des comités permanents et d'autres sections structurelles des Maslikhats, de recevoir leurs déclarations d'exploitation; de régler les autres questions découlant de l'organisation des services des Maslikhats; et
- d'exercer d'autres pouvoirs stipulés dans la législation de la République du Kazakhstan et ayant pour but la protection des droits et des intérêts légitimes de la population.

Les organes exécutifs locaux ont la charge:

- d'élaborer des plans et des programmes économiques et sociaux pour le développement des secteurs contrôlés, élaborer les budgets locaux et vérifier leur exécution;

- de gérer le patrimoine communal;
- de désigner et de relever les dirigeants des organes exécutifs locaux, de régler d'autres questions concernant l'organisation des activités des organes exécutifs locaux; et
- d'exercer d'autres pouvoirs concernant l'administration publique locale, tels que stipulés par la législation de la République du Kazakhstan.
- **Traités internationaux**

Au titre de la Convention de Vienne sur les droits des traités internationaux et de la législation de la République du Kazakhstan, un traité international de la République du Kazakhstan est un accord international, conclu par écrit entre la République du Kazakhstan et un pays étranger (ou des pays étrangers) ou une organisation internationale et couvert par des dispositions du droit international, indépendamment du fait que l'accord soit contenu dans un document unique ou dans un ensemble de documents et indépendamment de son titre.

Les traités internationaux ratifiés par la République du Kazakhstan ont priorité sur la législation nationale et doivent être appliqués directement, à l'exception des cas où la mise en application des dispositions du traité international nécessite la publication préalable de la loi. Le calendrier d'accession à l'OMC de la République du Kazakhstan, qui renferme la liste des obligations de la République du Kazakhstan, a le statut de traité international. Par conséquent, il est considéré comme la loi en vigueur en République du Kazakhstan, soumise à ratification par le Parlement.

Les traités internationaux, dont la République du Kazakhstan est signataire, sont respectés en totalité. Le Président de la République agit comme garant de l'exécution des traités conclus par la République du Kazakhstan et des obligations contractées. Le gouvernement prend les mesures nécessaires pour faire respecter les traités internationaux adoptés par la République du Kazakhstan, tandis que les fonctions de contrôle général sont exercées par le Ministère des affaires étrangères.

- **Dispositions affectant le commerce de marchandises**

- **Enregistrement**

Au titre du Décret présidentiel n° 2021 du 11 janvier 1995 sur la libéralisation des activités économiques extérieures, tous les agents économiques de la République du Kazakhstan ont le droit d'exercer une activité de commerce extérieur.

En République du Kazakhstan, l'enregistrement des personnes morales est réglementé par l'Ordonnance présidentielle n° 2198 du 17 avril 1995 sur l'enregistrement des personnes morales ainsi que par d'autres textes législatifs. L'enregistrement officiel des personnes morales comprend des vérifications de conformité des statuts et des autres documents présentés au titre des procédures d'enregistrement avec la législation de la République du Kazakhstan; la délivrance d'un certificat d'enregistrement et l'attribution d'un numéro d'enregistrement; la saisie des données relatives aux personnes morales dans le Registre d'État intégré. L'article 2 de l'Ordonnance définit les tâches et les objectifs de l'enregistrement par l'État. L'article 3 de l'Ordonnance exige l'enregistrement par l'État de toutes les personnes morales établies en République du Kazakhstan, sans tenir compte des objectifs de création, du type d'activités réalisées, ni des parties impliquées. Les filiales et les bureaux de représentation des personnes morales en République du Kazakhstan font l'objet d'un enregistrement à des fins statistiques uniquement, ne donnant pas lieu à l'acquisition du statut de personne morale.

L'enregistrement par l'État est réalisé par les autorités judiciaires. L'enregistrement et le réenregistrement des personnes morales, de même que l'enregistrement et le réenregistrement des

filiales et des bureaux de représentation des personnes morales à des fins statistiques, sont réalisés dans un délai de 15 jours suivant le dépôt de la demande et de tous les documents nécessaires.

Au titre de l'article 5 de l'Ordonnance, des procédures simplifiées d'enregistrement par l'État, de délivrance de licences et de certification de produits sont accordées aux petites entreprises. L'enregistrement et le réenregistrement par l'État des petites entreprises sont exécutés dans un délai de trois jours, alors que le délai pour l'enregistrement et le réenregistrement des associations publiques est au maximum de dix jours ouvrables suivant le dépôt de la demande et de tous les documents nécessaires.

Les personnes physiques ont le droit de se livrer à des activités commerciales sans nécessiter la création d'une personne morale. Au titre de la Loi sur l'aide de l'État aux petites entreprises, les personnes physiques appartenant à la catégorie ci-dessus sont reconnues comme des petites entreprises. Les personnes physiques exerçant une activité commerciale sans avoir procédé à la création d'une personne morale sont enregistrées en tant qu'entrepreneurs individuels auprès du service fiscal local responsable de la zone couvrant leur domicile.

Au titre du paragraphe 2 de la Résolution n° 1660 du 19 décembre 2001 du gouvernement de la République du Kazakhstan "sur l'adoption du taux de taxation sur l'enregistrement par l'État des personnes morales", les taxes suivantes d'enregistrement par l'État des personnes morales sont appliquées pour la création de:

- personnes morales, leurs filiales et leurs bureaux de représentation – 20 fois l'indice de calcul mensuel en vigueur à la date de paiement;
- institutions subventionnées par le budget, entreprises publiques et associations de copropriétaires, leurs filiales et leurs bureaux de représentation – une fois l'indice de calcul mensuel en vigueur à la date de paiement;
- associations publiques pour les enfants et la jeunesse, leurs filiales et leurs bureaux de représentation – deux fois l'indice de calcul mensuel en vigueur à la date de paiement; et
- personnes morales – petites entreprises, leurs filiales et leurs bureaux de représentation – cinq fois l'indice de calcul mensuel en vigueur à la date de paiement.

Les taxes appliquées au titre du réenregistrement par l'État des personnes morales, de leurs filiales et de leurs bureaux de représentation, de même qu'au titre du réenregistrement des entités susmentionnées à des fins statistiques, sont égales à 50 pour cent du taux correspondant en vigueur pour l'enregistrement.

Les taxes appliquées pour la délivrance de copies de certificats d'enregistrement (réenregistrement) par l'État, y compris l'enregistrement (réenregistrement) à des fins statistiques, des personnes morales susmentionnées, de leurs filiales et de leurs bureaux de représentation, sont égales à 25 pour cent du taux correspondant aux taxes en vigueur pour l'enregistrement.

Les taxes appliquées à l'enregistrement par l'État du démantèlement des personnes morales, de leurs filiales et de leurs bureaux de représentation, sont égales à une fois l'indice de calcul mensuel en vigueur à la date de paiement. Les taux indiqués sont invariables sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan.

- **Droits de douane**

La République du Kazakhstan utilise la Nomenclature des activités économiques extérieures - SH CEI (le SH CEI a été adopté par l'Accord sur la Nomenclature uniforme des activités économiques extérieures des pays de la CEI le 3 novembre 1995), fondée sur le Système harmonisé élaboré par l'Organisation mondiale des douanes. À présent, les membres de l'EurAzEs travaillent sur le passage de neuf chiffres à dix chiffres de la Nomenclature des activités économiques extérieures.

Afin de permettre la réglementation tarifaire et non tarifaire des marchandises transportées à l'extérieur de la frontière douanière de la République du Kazakhstan et de définir des règles de classification douanière des marchandises conformément au SH CEI, le Décret n° 22 du 22 janvier 2001 du Comité d'État du Ministère des recettes publiques de la République du Kazakhstan (à présent l'Office du contrôle douanier) a adopté les Règles de classification des marchandises conformément à la Nomenclature des activités économiques extérieures.

- **Droits de douane perçus à l'importation**

Le taux des droits de douane perçus à l'importation a été fixé par modification de la Résolution du gouvernement n° 1389 du 14 novembre 1996 sur les taux de droits de douane perçus sur les marchandises importées, s'appliquant à 10 500 positions.

La fixation du taux de droit effectif intègre les facteurs suivants: le niveau de rareté d'une marchandise, son impact social, les possibilités de production nationale, le potentiel de concurrence des produits nationaux, etc. Les politiques tarifaires mises en place sont aussi influencées par des obligations internationales et par la part prélevée par la République du Kazakhstan dans le cadre du processus d'intégration politique et économique à l'EurAzEs et à la CEI. Les demandes de révision des taux de droits d'importation sont déposées auprès du Ministère de l'industrie et du commerce de la République du Kazakhstan et sont rédigées sur le formulaire établi par la Résolution gouvernementale n° 1389. Les taux de droits de douanes perçus sur les marchandises importées sont fixés par le gouvernement sur la base des propositions faites par le Ministère de l'industrie et du commerce, présentées après coordination entre tous les ministères et les organismes intéressés et entrent en vigueur dans un délai de 30 jours après leur publication officielle.

Les taux de droits de douanes en vigueur varient entre zéro et 30 pour cent, à l'exception de deux catégories concernant l'alcool éthylique (SH 2207 10 000 et 2207 20 000), qui sont soumises à un taux de douane de 100 pour cent, mais non inférieur à 1 € et 2 € par litre, respectivement. Sur la base de la méthode de perception, les droits de douanes sont partagés en droits *ad valorem* fixés pour 9 382 positions (87 pour cent du total), en droits spécifiques pour 164 positions (2 pour cent) et en droits complexes pour 1 217 positions (11 pour cent).

Les taux de base sont appliqués aux pays bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée en République du Kazakhstan, tandis que pour les marchandises provenant des pays d'origine inconnue, les taux sont doublés.

Le taux des droits de douane prélevés sur les marchandises importées des pays en développement, faisant partie de la liste des préférences de la République du Kazakhstan, sont égaux à 75 pour cent, tandis que les marchandises importées des pays les moins développés, faisant partie de la liste des préférences de la République du Kazakhstan, doivent être importées à un taux zéro de droits de douanes.

Au titre des accords bilatéraux conclus entre la République du Kazakhstan et les pays de la CEI (à l'exclusion du Turkménistan), les marchandises originaires de ces pays importées en République du Kazakhstan sont exonérées de droits de douane, à l'exception des cas d'exclusion du régime de libre-échange. Ces exceptions sont basées sur une nomenclature coordonnée et fixées par un Protocole lié à l'Accord. En général, la liste des exceptions inclut les boissons alcooliques et les produits du tabac, le sucre, etc. Les exceptions au régime de libre échange sont définies pour l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie, la Moldavie, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

La liste des marchandises dont l'importation en République du Kazakhstan n'est pas visée par le traitement préférentiel est limitée et inclut: le saumon et l'esturgeon, le caviar, les jus de fruits, l'eau minérale et l'eau gazeuse, les boissons alcooliques, les produits du tabac, certains types de vêtements en peau naturelle, les vêtements pour enfants, les chaussures, les bijoux, les automobiles, etc.

- Autres droits d'importation et redevances prélevés sur les services fournis

La République du Kazakhstan a élaboré le projet de Code des douanes (ci-après dénommé le Code), qui renferme et codifie les règles juridiques et qui régit les relations dans le domaine des douanes. À présent, le Code est en cours de débat au Parlement.

Au titre du Code, les taxes de dédouanement sont calculées sur la base du coût des services fournis par les services douaniers. La République du Kazakhstan envisage d'introduire un taux minimum et un taux maximum, afin de refléter les coûts directs et les coûts indirects, tout en maintenant le taux *ad valorem*.

Le taux minimum reflète les coûts directs y compris les coûts directement liés au dédouanement des marchandises importées, à savoir: les salaires, les primes et les avantages dont bénéficient les fonctionnaires des douanes. Les coûts indirects incluent toutes formes de coûts, y compris les services communaux (électricité, communications téléphoniques, chauffage, etc.), les logiciels informatiques, les procédures automatisées, etc.

Le tableau 1 ci-dessous énumère tous les frais liés aux services douaniers.

Tableau 1

Description	Montant à payer	Réglementation
Frais de dédouanement des marchandises transportées à l'extérieur de la frontière douanière par des personnes physiques ou par des personnes morales.	0,2 pour cent de la valeur en douane	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de dédouanement des marchandises et des véhicules lorsque le dédouanement est effectué en un lieu et à un moment autres que ceux prévus par les services douaniers.	0,4 pour cent de la valeur en douane	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de dédouanement des marchandises en transit par transport ferroviaire	14 dollars EU	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.

Description	Montant à payer	Réglementation
Frais de dédouanement des marchandises pour présentation dans le cadre d'expositions, de foires, de concours, de rassemblements, d'ateliers, de séminaires, de réunions internationales ou d'autres rassemblements de même nature (à l'exclusion des expositions ayant lieu sur un site industriel ou sur des sites d'activités commerciales différentes ayant pour objectif la vente de marchandises importées (exportées)), de même que pour les accessoires et les matériels destinés à être utilisés dans le cadre de la présentation de marchandises, de réunions internationales, de conférences ou de congrès.	5 € par expédition	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de douane pour l'entreposage des marchandises dans des entrepôts temporaires, mis en place par les services douaniers, à l'exclusion des marchandises relevant du SH (CEI) 1001-1109 - 0,2 pour cent de la valeur en douane par 24 heures.	0,04 € par kg de poids brut par 24 heures	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais pour l'entreposage de véhicules transportés en tant que marchandises	3 € par unité par 24 heures	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de douane pour l'entreposage de marchandises dans des locaux spéciaux de la douane	0,02 € par kg de poids brut par 24 heures	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
dont: - entreposage dans des locaux spéciaux (avec utilisation d'équipement spécifique, avec maintien d'une température spéciale, etc.) - entreposage de véhicules transportés en tant que marchandises	0,03 € par kg de poids brut par 24 heures 3 € par unité par 24 heures	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de douane pour escorte douanière des marchandises	5 fois l'indice de calcul jusqu'à 50 km. 10 fois l'indice de calcul entre 50 et 200 km. 15 fois l'indice de calcul en 200 et 400 km. 20 fois l'indice de calcul entre 400 et 600 km. 25 fois l'indice de calcul entre 600 et 800 km. 30 fois l'indice de calcul entre 800 et 1 000 km. 35 fois l'indice de calcul entre 1 000 et 1 500 km. 40 fois l'indice de calcul entre 1 500 et 2 000 km. 50 fois l'indice de calcul pour une distance supérieure à 2 000 km.	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.

Description	Montant à payer	Réglementation
Frais de délivrance d'une licence pour la création d'un entrepôt douanier dont la surface est:		Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
- inférieure ou égale à 1 000 m ²	9 000 €	
- supérieure à 1 000 m ² et inférieure ou égale à 2 000 m ²	14 000 €	
- supérieure à 2 000 m ²	19 000 €	
Frais de délivrance d'une licence pour la création d'un magasin de vente hors taxe	20 000 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de délivrance d'une licence pour la création d'un entrepôt en franchise dont la surface est :		Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
- inférieure ou égale à 1 000 m ²	19 000 €	
- supérieure à 1 000 m ²	28 000 €	
Frais de délivrance d'une licence pour la création d'un entrepôt temporaire	8 000 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de délivrance d'une licence de courtier en douane	5 000 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de délivrance d'une licence de transporteur en douane	5 000 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de délivrance d'une licence d'expert en dédouanement	200 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.
Frais de décision préliminaire	50 €	Décision gouvernementale n° 1479 du 7 novembre 1995.

- **Autres droits perçus sur les marchandises (non nationales) importées, à l'exception des droits perçus sur les services fournis**

La République du Kazakhstan ne perçoit pas de droits et de frais sur les marchandises importées, autres que les droits de douane déjà en place, approuvés par la Résolution gouvernementale n° 1389 du 14 novembre 1997 et les frais pour services fournis.

- **Application des taxes sur les marchandises importées**

Les taxes indirectes appliquées aux marchandises importées sont la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits d'accise.

- **Taxe sur la valeur ajoutée**

Au titre du Code de la République du Kazakhstan sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget" n° 209-II du 12 juin 2001, la TVA est perçue sur les marchandises produites en République du Kazakhstan et sur les marchandises importées. Le principe du "pays de destination" utilisé pour le recouvrement de l'impôt indirect est actuellement appliqué à tous les pays, sauf pour le gaz naturel, le pétrole et le gaz à condensat, importés de la Fédération de Russie.

Le taux de TVA est de 16 pour cent et il est appliqué au chiffre d'affaires total imposable. Le chiffre d'affaires à l'exportation, sauf pour les déchets de métaux ferreux et non ferreux, est imposé à un taux nul. La valeur d'importation imposable comprend la valeur en douane des marchandises importées, déterminée conformément à la législation douanière de la République du Kazakhstan, ainsi que le montant de l'impôt et les autres contributions obligatoires au budget, appliqués pour

l'importation des marchandises en République du Kazakhstan, à l'exception de la TVA. Sont exemptés de TVA:

- la monnaie nationale importée, les devises étrangères (sauf dans les cas où les devises sont importées à titre numismatique) et les titres;
- les marchandises, importées par des personnes physiques conformément aux règles de l'importation en franchise, définies par le gouvernement de la République du Kazakhstan;
- les marchandises, à l'exception des marchandises assujetties à l'accise, importées au titre de l'aide humanitaire selon les procédures définies par le gouvernement de la République du Kazakhstan;
- les marchandises, à l'exception des marchandises assujetties à l'accise, importées dans le cadre d'opérations caritatives à l'initiative de l'État, des autorités nationales, des organisations internationales, y compris à des fins d'assistance technique;
- les marchandises importées destinées à l'usage des bureaux diplomatiques de représentation et des bureaux de statut équivalent, de même qu'à l'usage personnel des diplomates étrangers et du personnel des bureaux de représentation, y compris les membres de leur famille les accompagnant dans leur résidence; exemptés du droit d'accise au titre des accords internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire;
- les marchandises importées, assujetties à déclaration conformément à la législation douanière de la République du Kazakhstan, dont le traitement en douane prévoit l'exonération fiscale;
- les importations de médicaments, y compris de substances pharmaceutiques; les produits médicaux (vétérinaires), y compris les appareils de prothèses, les appareils pour non-voyants et malentendants, le matériel médical et vétérinaire; les matières et les composants nécessaires à la production de médicaments et de produits à l'usage des diabétiques, les produits médicaux (vétérinaires), y compris les appareils de prothèses et le matériel médical (vétérinaire). La liste des produits énumérés dans cette section est approuvée par le gouvernement de la République du Kazakhstan;
- les importations de timbres postaux (sauf à titre de collection);
- les importations de matières premières pour la production de billets de banque par la Banque nationale de la République du Kazakhstan et par ses organes subsidiaires; et
- les marchandises importées à titre de subventions fournies par l'État, les autorités nationales et les organisations internationales.
- **Droits d'accise**

À l'heure actuelle, les marchandises produites en République du Kazakhstan et les marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan sont assujetties à des taux de droits d'accise différents. Les tableaux 2 et 3 énumèrent les taux de droits d'accise perçus sur les marchandises assujetties au droit d'accise et importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan.

Tableau 2

Droits d'accise perçus sur les marchandises produites en République du Kazakhstan et sur les marchandises importées au titre de la Résolution gouvernementale n° 137 du 28 janvier 2000
(y compris les dernières modifications)

Code du SH	Description	Base d'imposition	Droits d'accise perçus sur les marchandises produites	Droits d'accise perçus sur les marchandises importées
De 2207 à 2208 ¹	Toutes sortes de spiritueux (à l'exclusion des spiritueux vendus pour la fabrication de produits alcooliques; des médicaments et des produits pharmaceutiques vendus par les détenteurs de licences délivrées par la République du Kazakhstan et, des spiritueux fournis aux instituts médicaux publics dans la limite des contingents fixés)	volume	300 KZT par litre	² 3 € par litre
	Les spiritueux vendus pour la fabrication de produits alcooliques; les médicaments et les produits pharmaceutiques vendus par les détenteurs d'une licence délivrée par la République du Kazakhstan	volume	30 KZT par litre	0,3 € par litre
2208 ¹	Les vodkas et les vodkas spéciales	volume	100 KZT par litre	1,7 € par litre
	Les liqueurs fortes et cordiaux et autres boissons alcoolisées fortes (à l'exclusion des baumes, enregistrés comme médicaments conformément aux conditions définies par la législation de la République du Kazakhstan)	volume	80 KZT par litre	1,7 € par litre
	Les liqueurs et cordiaux légers et autres boissons faiblement alcoolisées, de teneur volumique comprise entre 12 et 30 pour cent	volume	70 KZT par litre	1,7 € par litre
	Les autres boissons faiblement alcoolisées, de teneur volumique inférieure à 12 pour cent	volume	30 KZT par litre	0,4 € par litre
	Cognacs, eau-de-vie	volume	20 KZT par litre	1,7 € par litre
	Les baumes, enregistrés comme médicaments conformément aux conditions définies par la législation de la République du Kazakhstan	volume	10 KZT par litre	0,4 € par litre
De 2204, 2205, 220600	Les boissons à base de vin (boissons vineuses?)	volume	30 KZT par litre	0,4 € par litre
	Les vins (à l'exclusion du champagne, des vins mousseux ou gazeux)	volume	10 KZT par litre	0,4 € par litre
	Champagne, vins mousseux et gazeux	volume	20 KZT par litre	0,4 € par litre
	Produits nécessaires à la vinification	volume	10 KZT par litre	0,4 € par litre
2203 00 ³	Bière	volume	7 KZT par litre	0,2 € par litre

¹ La nomenclature des produits doit être définie à la fois par leur code SH et par leur description.

² Le montant en euros doit être converti en tenge selon le taux de change de la Banque nationale au jour fixé par la législation douanière pour le paiement des droits de douane.

³ La nomenclature des produits doit être définie à la fois par leur code SH et par leur description.

Code du SH	Description	Base d'imposition	Droits d'accise perçus sur les marchandises produites	Droits d'accise perçus sur les marchandises importées
2402 ³	Articles de tabac avec filtre	volume	180 KZT par 1 000 unités	2 € par 1 000 unités
	Articles de tabac sans filtre et autres articles contenant du tabac	volume	100 KZT par 1 000 unités	2 € par 1 000 unités
De 0301, 0302, 0303, 0304, 0305, 1604 ³	Caviar de saumon et d'esturgeon	valeur – pour les marchandises produites, valeur en douane – pour les marchandises importées	100 pour cent	100 pour cent
De 7113, 7102 39 000, 7114, 7116 ³	Bijoux en or, platine ou argent	valeur – pour les marchandises produites, valeur en douane – pour les marchandises importées	10 pour cent	10 pour cent
271000270-271000360 ³	Essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation)	volume	basé sur le tableau 3	31 € par tonne
271000610, 271000650, 271000690 ³	Carburant pour diesel	volume	basé sur le tableau 3	0
De 270900 ³	Pétrole brut, y compris le gaz de condensat	volume	0	0
8703	Voitures	valeur en douane ou cylindrée		10 pour cent, mais pas moins de 0,5 € par cm ³ (uniquement pour les voitures de cylindrée supérieure à 3 000 cm ³)
De 9303, 9304, 9305 ³	Armes à feu et armes à blanc (à l'exclusion des armes à feu et des armes à blanc achetées pour les besoins des fonctionnaires des organismes publics)	valeur – pour les marchandises produites, valeur en douane – pour les marchandises importées	0	0
Jeux d'argent (à l'exclusion des loteries)		par table	de 130 à 740 fois l'indice de calcul mensuel (ICM)	
		machine à sous à gains en numéraire	de 5 à 25 fois l'ICM	
		caisse de paris	de 80 à 200 fois l'ICM	
		caisse de bookmaker	de 20 à 100 fois l'ICM	

Code du SH	Description	Base d'imposition	Droits d'accise perçus sur les marchandises produites	Droits d'accise perçus sur les marchandises importées
	<u>Organisation et tenue de loteries</u>	recettes déclarées déduites des montants attribués sous forme de récompenses en espèces sans droits d'accise	10 pour cent	

Tableau 3

Droits d'accise pour l'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation) et le carburant pour diesel, produits en République du Kazakhstan et vendus par des personnes morales ou des personnes physiques qui œuvrent dans le commerce de gros et de détail de l'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation) et du carburant pour diesel.

	Taux d'accise par tonne (KZT)	
	Essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation)	Carburant pour diesel (SH - 271000610, 271000650, 271000690)
Le commerce de gros d'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation) et de carburant pour diesel réalisé par les raffineries pour la vente de leur propre production	4 500	540
Le commerce de gros d'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation), réalisé par des personnes morales ou physiques	0	0
Le commerce de détail d'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation) et de carburant pour diesel réalisé par les raffineries pour les besoins de leur propre production	5 000	600
Le commerce de détail d'essence (à l'exclusion des mélanges pour l'aviation) et de carburant pour diesel réalisé par des personnes morales ou physiques pour leurs propres besoins d'exploitation	500	60

Les marchandises assujetties à l'accise importées par des personnes physiques dans les limites fixées par le gouvernement de la République du Kazakhstan sont exemptées du droit d'accise.

L'importation des marchandises suivantes est exemptée du droit d'accise:

marchandises assujetties à l'accise, nécessaires au fonctionnement de véhicules servant au transport international, en cours de route ou dans les lieux intermédiaires, de même que les marchandises assujetties à l'accise achetées à l'étranger pour la réparation des dommages causés par un accident de la route (panne);

marchandises endommagées avant d'être transportées à l'extérieur de la frontière douanière de la République du Kazakhstan et rendues inutilisables en tant que produits ou matériaux;

marchandises importées destinées à l'usage des bureaux diplomatiques de représentation et des bureaux de statut équivalent, de même qu'à l'usage personnel des diplomates étrangers et du personnel des bureaux de représentation, y compris les membres de leur famille les accompagnant

dans leur résidence; exemptés du droit d'accise au titre des accords internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire;

marchandises transportées à l'extérieur de la frontière douanière de la République du Kazakhstan, exemptées au titre du traitement douanier défini par la législation de la République du Kazakhstan, à l'exclusion des "Questions relatives aux marchandises d'usage libre"; et

produits contenant de l'alcool, utilisés en médecine (à l'exclusion des baumes), en récipients d'une contenance n'excédant pas 0,1 litre et enregistrés conformément aux conditions fixées par les textes législatifs de la République du Kazakhstan.

À l'heure actuelle, la République du Kazakhstan met en place des mesures en vue d'une unification progressive des droits d'accise appliqués aux marchandises nationales et importées. L'unification des taux de droits d'accise sur les marchandises nationales et sur les marchandises importées en République du Kazakhstan aura pour conséquence inévitable la réduction des volumes légaux de production et l'augmentation de la partie "obscur" du chiffre d'affaire. Ceci nécessitera à son tour l'élaboration de mécanismes d'administration améliorés des droits d'accise perçus sur les produits alcooliques. Le Ministère des finances travaille actuellement à la mise en place d'étiquettes comptables. L'achèvement des procédures de mise en œuvre est prévu pour le 1^{er} janvier 2006. Les droits d'accise perçus sur les marchandises nationales et sur les marchandises importées sera harmonisés au 1^{er} janvier 2006.

- Restrictions quantitatives sur les importations

Au titre de la Résolution gouvernementale n° 1031 du 27 juin 1997 sur l'octroi de licences d'importation d'alcool éthylique et de produits alcooliques (à l'exclusion de la bière) en République du Kazakhstan, la part d'alcool éthylique et de produits alcooliques importés (à l'exclusion de la bière) n'excède pas 20 pour cent du volume annuel de la production dans le territoire douanier de la République du Kazakhstan. Cette mesure a été mise en place aux fins de réglementer l'augmentation croissante des importations, de garantir la perception de toutes les recettes fiscales au budget et de protéger les droits des producteurs et des consommateurs nationaux. La République du Kazakhstan entend supprimer ces restrictions au moment de l'accession à l'OMC.

- Licences d'importation

Le système des licences d'importation de la République du Kazakhstan réglemente l'importation et l'exportation d'un nombre limité de marchandises. Parmi elles figurent les marchandises pour lesquelles le système des licences d'importation a été introduit afin de garantir la protection de la vie et de la santé humaine, le maintien de l'ordre public, ou encore pour des raisons de sécurité nationale.

La liste des marchandises et des procédures de licences d'importations de marchandises (travaux, services) en République du Kazakhstan a été adoptée par la Résolution gouvernementale n° 1037 du 30 juin 1997.

Le système des licences d'importation s'étend aux produits chimiques phytosanitaires; aux médicaments et aux matériels vétérinaires; aux narcotiques, aux produits psychotropes et précurseurs; aux poisons; aux armes à feu civiles et de service et à leurs munitions; aux explosifs, aux dispositifs de détonation et aux appareils pyrotechniques; aux déchets industriels; aux appareils radiographiques, aux matériel utilisant des substances radioactives et des isotopes; à l'opium brut; au vin; à l'alcool éthylique; aux demi-produits de complexes alcooliques à l'exclusion des produits à base de parfum utilisés dans les boissons; au white-spirit; aux autres distillats légers, aux distillats moyens destinés à un traitement particulier ou à des transformations chimiques.

Les licences d'importation des produits susmentionnés sont délivrées par le Ministère de l'industrie et du commerce à la suite d'une coordination préliminaire avec les ministères et les organismes concernés, à l'exception des licences d'importation d'alcool éthylique et de produits alcooliques (à l'exclusion de la bière), qui sont délivrées par le Ministère des finances de la République du Kazakhstan. Les licences sont valables pour une période n'excédant pas 12 mois, mais elles peuvent être renouvelées sur demande du requérant afin de permettre le respect des obligations contractuelles pour une durée ne dépassant pas une année calendaire.

- **Évaluation en douane**

Au titre de la Loi sur les douanes, l'évaluation en douane des marchandises importées est fondée sur:

- le coût d'un contrat de marchandises importées;
- le coût d'un contrat de marchandises identiques;
- le coût d'un contrat de marchandises homogènes;
- la déduction des coûts;
- l'addition des coûts; et
- la réserve.

En règle générale, l'évaluation en douane est basée sur le coût d'un contrat de marchandises importées. Lorsque l'application de cette méthode est impossible, d'autres méthodes seront utilisées dans l'ordre indiqué ci-dessus, jusqu'à ce que la détermination de la valeur en douane devienne possible. L'évaluation en douane des marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan est basée sur le principe de l'évaluation en douanes énoncé dans l'article VII du GATT et dans l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT.

Pour provoquer le développement ultérieur des procédures d'évaluation en douane appliquées aux marchandises importées et la mise en place d'un système d'examen indépendant en République du Kazakhstan, le gouvernement a adopté les Règles d'examen indépendant de la compatibilité de la valeur en douane, de la qualité et de la quantité des marchandises importées (Résolution gouvernementale n° 782 du 16 juillet 2002). Ces règles déterminent les procédures d'examen indépendant de la compatibilité de la valeur en douane, de la qualité et de la quantité de marchandises importées en République du Kazakhstan.

Le Décret n° 42 du 6 février 2001 du Comité d'État des douanes du Ministère des recettes publiques sur la valeur douanière des marchandises importées sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan a adopté:

- les lignes directrices concernant les procédures d'évaluation en douane, le contrôle de l'exactitude d'une valeur en douane déterminée; les procédures et les conditions de déclaration et de correction de la valeur en douane des marchandises; et
- les règles d'exécution de la déclaration de la valeur en douane et les formulaires de correction de la valeur en douane, de paiement des droits de douane et des taxes.

Pour provoquer le développement ultérieur des procédures d'évaluation en douane appliquées aux marchandises importées et la mise en place d'un système d'examen indépendant en République du Kazakhstan, le gouvernement a adopté les Règles d'examen indépendant de la compatibilité de la valeur en douane, de la qualité et de la quantité des marchandises importées en République du Kazakhstan (Résolution gouvernementale n° 782 du 16 juillet 2002). Ces règles déterminent les procédures pour l'examen indépendant de la compatibilité de la valeur en douane, de la qualité et de la quantité de marchandises importées en République du Kazakhstan.

- **Règles portant sur la détermination de l'origine des marchandises**

La République du Kazakhstan utilise un système uniforme de détermination du pays d'origine de toutes les marchandises pour les mesures tarifaires et non tarifaires, appliqué aux marchandises importées ou exportées. Le système existant a été élaboré par l'Organisation mondiale des douanes et il est couvert par la Convention de Kyoto.

Les textes législatifs renfermant les règles de détermination du pays d'origine des marchandises englobent: les Règles de détermination du pays d'origine des marchandises, l'Accord sur les Règles de détermination du pays d'origine des marchandises originaires des pays en développement bénéficiant des préférences tarifaires au titre du Système généralisé de préférences; la Résolution gouvernementale n° 333 du 17 mars 1997 sur l'adoption de l'Accord sur les Règles de détermination de l'origine des marchandises originaires des pays en développement bénéficiant des préférences tarifaires au titre du Système généralisé de préférences"; le Décret du Comité d'État des douanes du Ministère des recettes publiques sur les procédures de détermination de l'origine des marchandises originaires des pays en développement bénéficiant des préférences tarifaires au titre du Système généralisé de préférences"; le Décret n° 322-a du 7 septembre 2001 du Comité de normalisation, de métrologie et de certification du Ministère de l'industrie et du commerce sur les lignes directrices de détermination du pays d'origine des marchandises exportées de la République du Kazakhstan"; la Résolution gouvernementale n° 1783 du 29 novembre 2000 sur l'approbation des lignes directrices sur la qualité et l'innocuité des produits alimentaires".

Le pays d'origine est déterminé aux fins des mesures tarifaires et non tarifaires de réglementation des importations destinées à ou des exportations en provenance de la République du Kazakhstan. Le pays d'origine est le pays dans lequel une marchandise a été produite en totalité ou a subi une transformation significative, conformément aux critères énoncés dans la Loi sur les douanes de la République du Kazakhstan, pour les cas de marchandises produites conjointement par deux pays ou plus. Les marchandises produites dans un pays englobent les produits naturels tels que les animaux vivants, les ressources minérales, les fruits, etc. et, les marchandises ayant subi une transformation significative englobent les marchandises produites conjointement par deux pays ou davantage. Dans le second cas, le degré de transformation est déterminé par de nombreux critères, tels que les changements de positions tarifaires, la valeur ajoutée et les activités énumérées nécessaires au processus de transformation.

Plusieurs pays, unions douanières, régions ou divisions de pays peuvent être considérés comme pays d'origine à condition que cela puisse être justifié à des fins de détermination du pays d'origine.

Les importations de marchandises sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan nécessitent un certificat d'origine uniquement lorsque:

- des préférences sont accordées au titre du tarif douanier sur les marchandises transportées sur le territoire de la République du Kazakhstan;

- l'Administration des douanes de la République du Kazakhstan possède suffisamment de raisons de croire que des marchandises originaires d'un pays font l'objet de mesures non tarifaires d'importation; et
- que cette condition est stipulée par des accords internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire, de même que par la législation de la République du Kazakhstan sur la protection sanitaire et épidémiologique, la protection de l'environnement, la protection de la santé humaine, les droits du consommateur, l'ordre public, la sécurité nationale ou encore d'autres intérêts fondamentaux de la République du Kazakhstan.

Un certificat d'origine n'est pas exigé pour les autres cas.

Un certificat d'origine déclare que la marchandise en question est originaire d'un pays déterminé et il contient:

- une déclaration écrite du demandeur certifiant que les marchandises sont conformes aux critères d'origine correspondants;
- un certificat écrit délivré par l'autorité compétente du pays d'exportation, déclarant que les renseignements contenus dans le certificat d'origine sont corrects et fiables.

Les autorités douanières ont le droit d'interdire le transport de marchandises sur le territoire de la République du Kazakhstan uniquement lorsque ces autorités disposent de suffisamment de raisons de croire que les marchandises sont originaires d'un pays dont les marchandises ne sont pas autorisées à être transportées au titre des accords internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire, ou au titre de la législation de la République du Kazakhstan. Les motifs d'une telle interdiction seront mis à la disposition du demandeur, par écrit.

L'incapacité de présenter un certificat (certificat d'hygiène) ou des renseignements sur l'origine d'une marchandise ne constitue pas une raison suffisante pour refuser le transport de cette marchandise sur le territoire douanier de la République du Kazakhstan.

- Inspection avant expédition

La République du Kazakhstan n'a pas recours à l'inspection avant expédition.

- Mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde

Le recours à des mesures antidumping, à des mesures de sauvegarde et à des mesures compensatoires en République du Kazakhstan est réglementé par la Loi sur les mesures antidumping n° 421-1 du 13 juillet 1999, la Loi sur les mesures de protection du marché intérieur lors de l'importation de marchandises n° 337-1 du 28 décembre 1998 et par la Loi sur les subventions et sur les mesures compensatoires n° 441-1 du 16 juillet 1999.

Les lois susmentionnées définissent les règles et les procédures d'utilisation des mesures antidumping, des mesures de sauvegarde et des mesures compensatoires, visant à protéger le marché intérieur contre les effets défavorables de la part croissante d'importations ou de fourniture de marchandises subventionnées ou à prix très réduits.

Au titre des lois susmentionnées, des droits antidumping, des droits de sauvegarde et des droits compensateurs peuvent être appliqués uniquement lorsqu'il existe une preuve que des dommages importants ont été subis ou sont fortement susceptibles d'être subis par les producteurs

nationaux, comme conséquence de la part accrue d'importations subventionnées ou à prix très réduits. Ces mesures sont mises en place pour une période limitée, suffisante pour remédier aux dommages subis et permettre aux producteurs nationaux de s'adapter à l'environnement concurrentiel.

Ces lois mettent en œuvre les normes et les conditions présentées dans les Accords correspondants de l'OMC.

- **Droits de douane perçus à l'exportation**

Les droits de douane à l'exportation ont été mis en place pour une quantité limitée de marchandises et ils sont basés sur le principe du traitement de la nation la plus favorisée, sauf pour les marchandises exportées vers les pays de l'union douanière. Toute modification des taux de droits de douane à l'exportation sera publiée officiellement.

Afin d'équilibrer la demande intérieure de laine, la Résolution gouvernementale n° 841 du 5 juin 2000 fixe les droits de douane à l'exportation pour certaines marchandises exportées vers les pays autres que ceux de l'union douanière. Ces marchandises sont: les peaux de bovins ou les peaux d'animaux de la famille des équidés (10, mais pas moins de 90 € par tonne), les peaux de caprins ou d'agneaux (10, mais pas moins de 70 € par tonne), les autres peaux brutes (10, mais pas moins de 60 € par tonne), la laine non cardée ou peignée, la laine reconstituée (10, mais pas moins de 50 € par tonne).

Afin de régulariser le marché des rebuts et déchets de métaux ferreux et non ferreux, de garantir l'approvisionnement en matières premières des entreprises nationales, les Résolutions gouvernementales n° 1713 du 14 novembre 2000 et n° 841 du 5 juin 2000 (modifiée) définissent des contingents douaniers à l'exportation pour les déchets en fer ou en acier (20, mais pas moins de 15 € par tonne), les produits en fer ou en acier (18, mais pas moins de 15 € par tonne), les déchets et débris de cuivre (20, mais pas moins de 210 € par tonne), l'aluminium refondu (10, mais pas moins de 80 € par tonne), les parties de véhicules pour voie ferrée ou similaires (18, mais pas moins de 15 € par tonne).

Les taux de droits de douane perçus sur les marchandises exportées sont fixés par le gouvernement sur la base de propositions du Ministère de l'industrie et du commerce, présentées après coordination entre tous les ministères et les organismes intéressés et entrent en vigueur dans un délai de 30 jours après leur publication officielle

- **Restriction à l'exportation**

Aux fins de la protection des forêts, de la réduction des cas d'exploitation forestière illicite, la Résolution gouvernementale n° 785 du 16 juillet 2002 interdit l'exportation de grumes, de bois de sciage et de matériaux en bois appartenant aux groupes 4401, 4404, 4406-4409 et 4418.

Conformément à l'Accord sur le commerce des produits en acier, conclu entre la République du Kazakhstan et l'Union européenne, un certain nombre de restrictions quantitatives ont été introduites pour des types spécifiques de produits en acier exportés de la République du Kazakhstan vers les pays de l'Union européenne.

- **Licences d'exportation**

Le système des licences d'importation de la République du Kazakhstan régit l'importation et l'exportation d'un nombre limité de marchandises. Parmi elles figurent les marchandises pour lesquelles le système des licences d'importation a été introduit afin de garantir la

protection de la vie et de la santé humaine, l'application des lois et le maintien de l'ordre public, ou encore pour des raisons de sécurité nationale.

La liste des marchandises et des procédures de licences d'exportation de marchandises (travaux, services) en République du Kazakhstan a été adoptée par la Résolution gouvernementale n° 1037 du 30 juin 1997.

Les licences d'exportation des marchandises susmentionnées sont délivrées par le Ministère de l'industrie et du commerce, à la suite d'une coordination préliminaire avec les ministères et les organismes concernés. Les licences sont valables pour une période n'excédant pas 12 mois, mais elles peuvent être renouvelées sur demande du requérant afin de permettre le respect des obligations contractuelles pour une durée ne dépassant pas une année calendaire.

Les marchandises assujetties à une licence d'exportation sont les suivantes: animaux sauvages et plantes sauvages; médicaments et matériel à usage vétérinaire; ivoire, cornes, sabots, merrains de cerf de Sibérie; matières premières pharmaceutiques d'origine animale et végétale; narcotiques, produits psychotropes et précurseurs; poison; phosphore jaune; armes à feu civiles et de service et leurs munitions; explosifs, dispositifs de détonation et appareils pyrotechniques; pierres semi-précieuses et leurs produits.

Hormis la liste ci-dessus des marchandises assujetties au régime des licences, il existe une autre liste de marchandises dont l'exportation est assujettie au régime des licences, conformément aux obligations internationales de la République du Kazakhstan. Cette liste renferme plusieurs types de produits textiles et de produits en acier.

- Subventions à l'exportation

La République du Kazakhstan est un pays enclavé. Son éloignement des principaux marchés de produits, son manque d'accès direct aux principaux ports maritimes commerciaux et l'immensité de son territoire, rendent très élevée la proportion des coûts de transport dans la valeur des produits. Cette situation nécessite la mise en place de mesures d'aide destinées à réduire les frais de transport liés aux exportations des produits kazakhes.

À cet égard, l'Office chargé de la réglementation des monopoles naturels, de la protection de la concurrence et de l'aide aux petites entreprises a élaboré et mis en place un mécanisme de réglementation concernant la fixation et l'annulation de coefficients de réduction pour le transport ferroviaire des marchandises, permettant un allègement des tarifs ferroviaires.

En 2001-2002, l'allègement a été accordé aux produits du minerai de fer, aux produits laminés, à la houille, à l'acide sulfurique, au minerai de cuivre, et au fioul.

La Banque de développement de la République du Kazakhstan a également accordé des prêts à intérêts réduits pour l'exportation des produits en métaux non ferreux et de l'or.

- Politiques internes affectant le commerce des marchandises

- Politiques de soutien à l'industrie

La Loi n° 373-II du 8 janvier 2003 sur les investissements définit le soutien de l'État aux investissements privés pour les activités les plus prioritaires faisant l'objet de contrats conclus avec l'autorité compétente, liés aux types de préférences d'investissement suivants: avantages fiscaux pour les investissements, exemption des droits de douane, aides en nature de l'État.

Les préférences d'investissements sont accordées aux investisseurs qui exercent dans les secteurs les plus prioritaires de l'économie nationale, pour une durée calculée sur la base du montant des investissements des personnes morales en actifs fixes.

Les préférences d'investissement sont accordées si:

- les activités liées à l'investissement de l'investisseur figurent parmi la liste des formes d'activités les plus prioritaires.
- l'investisseur réalise des investissements en actifs fixes de personne morale en République du Kazakhstan, en vue de la création de nouvelles entreprises, de l'expansion et de la modernisation des entreprises existantes impliquant la mise en œuvre de technologies avancées; et
- l'investisseur dépose l'ensemble complet des documents nécessaires aux fins de prouver ses capacités financières, techniques et organisationnelles, en vue de la mise en œuvre de son projet d'investissement.

La Banque de développement de la République du Kazakhstan accorde des prêts à intérêts réduits pour la mise en œuvre de projets d'investissements dans les secteurs prioritaires de l'économie nationale, y compris la construction de machines, l'industrie métallurgique, l'industrie textile, les tanneries, la fabrication d'appareils électriques et électroniques, ainsi que des prêts à intérêts réduits garantis par l'État.

Le Décret n° 24-OD du 30 septembre 1999 du Président de l'Office de la République du Kazakhstan chargé de la réglementation des monopoles naturels, de la protection de la concurrence et de l'aide aux petites entreprises sur la Réglementation concernant la fixation et l'annulation de coefficients de réduction pour le transport ferroviaire réglementé par l'État des marchandises, prévoit un allègement des tarifs appliqués aux services fournis par les monopoles naturels.

Conformément au Décret, des coefficients de réduction sont fixés pour les tarifs de transport des produits de certains secteurs particuliers de l'économie, basés sur le calcul de l'efficacité économique de cette mesure pour l'État, de même que sur la viabilité économique pour le transporteur et pour le client. Les principaux critères de détermination de la viabilité de la mise en place de coefficients de réduction sont: la préservation du versement des taxes au budget, l'attraction de l'acheminement de marchandises – l'augmentation du volume de trafic marchandises, la possibilité d'utiliser les sections inutilisées ou sous-utilisées et, le niveau de sécurité environnementale des sous-produits de la production industrielle.

Les coefficients de réduction attribués sont appliqués si le client n'a pas de créance ou si ces créances sont établies conformément à un calendrier de paiement et si le volume de trafic marchandises a augmenté (est resté au même niveau) en comparaison avec la période précédente. Les coefficients de réduction sont fixés pour une durée déterminée. Les critères de détermination de la viabilité ou de l'annulation des tarifs dégressifs sont: l'inefficacité économique pour l'État et/ou le transporteur suite à l'utilisation des tarifs dégressifs, ou l'incompatibilité avec les critères principaux.

En 2001-2002 les coefficients de réduction ont été fixés pour les tarifs appliqués au transport ferroviaire des produits de l'industrie des métaux ferreux et non ferreux (produits du minerai de fer, produits laminés, houille, acide sulfurique, minerai de cuivre) à l'intérieur de la République du Kazakhstan ou aux fins d'exportation.

- **Obstacles techniques au commerce**

Le Comité de normalisation, de métrologie et de certification du Ministère de la justice (ci-après dénommé Gosstandart) est l'organisme public autorisé dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification.

Le Gosstandart est l'organisme autorisé, responsable de l'adoption, de l'annulation et de la modification des normes; de l'enregistrement des normes et de la diffusion de l'information sur les normes; de l'accréditation des organismes étrangers de certification exerçant en République du Kazakhstan; du contrôle du respect des prescriptions impératives figurant dans les normes, de l'émission des ordres (pour les mesures correctives liées à la découverte des infractions, à l'interdiction de fournir, de vendre ou d'utiliser des produits testés, à la suspension de la production); de l'élaboration des systèmes nationaux de normalisation, d'unification des mesures et de certification; de la représentation de la République du Kazakhstan dans les organisations internationales pour les questions liées à la normalisation, à la métrologie et à la certification.

Une personne morale ou une personne morale étrangère, quelle que soit la catégorie à laquelle elle appartient, a le droit de présenter une demande d'habilitation en tant que fournisseur de services de certification et de services d'essais de certification. Les procédures d'habilitation sont identiques pour les personnes morales locales et pour les personnes morales étrangères.

Conformément aux accords intergouvernementaux existants sur la normalisation, la métrologie et la certification, la République du Kazakhstan reconnaît la validité des certificats délivrés par les offices de certification de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, de la Géorgie, du Kirghizistan, de la Russie et de l'Ukraine, du Tadjikistan, du Bélarus, de l'Ouzbékistan, de la Moldavie et du Turkménistan.

Le Gosstandart comprend les entreprises d'État subordonnées suivantes: l'Institut de normalisation et de certification de la République du Kazakhstan et l'Institut de métrologie de la République du Kazakhstan.

Le Gosstandart gère les registres des systèmes nationaux de normalisation, de certification et d'unification des mesures.

Les règles juridiques de base de la réglementation dans le domaine de la normalisation, de la métrologie et de la certification figurent dans les textes législatifs suivants:

- la Loi n° 433-1 du 16 juillet 1999 sur la normalisation;
- la Loi n° 434-1 du 16 juillet 1999 sur la certification (modifiée par les lois n° 141-II du 15 janvier 2001, n° 230-II du 11 juillet 2001, n° 272-II du 15 décembre 2001);
- la Résolution gouvernementale n° 1787 du 29 novembre 2000 sur le contrôle de la conformité des produits en République du Kazakhstan (modifiée par les Résolutions n° 407 du 5 avril 2002 et n° 888 du 8 août 2002);
- la Résolution gouvernementale n° 904 du 2 juillet 2001 sur les question liées au Comité de normalisation, de métrologie et de certification du Ministère de l'industrie et du commerce en République du Kazakhstan;
- la Résolution gouvernementale n° 1891 du 29 décembre 1995 sur l'adoption des procédures de destruction ou de retraitement des produits et marchandises déclarés non commercialisables et non utilisables";

- la Résolution gouvernementale n° 1113 du 15 juillet 1997 sur le passage de la République du Kazakhstan aux systèmes internationaux de classification et de codification des renseignements d'ordre technique et économique;
- les Résolutions gouvernementales n° 1229 du 7 août sur l'élaboration, le développement et l'administration des normes de la République du Kazakhstan et;
- n° 1839 du 26 décembre 1999 sur les normes de la République du Kazakhstan.

La Loi sur la normalisation du 16 juin 1999 spécifie les fondements juridiques et organisationnels des activités de normalisation en République du Kazakhstan. Elle définit une "réglementation technique" et énumère les catégories de documents classés comme réglementation technique. La liste des documents normatifs valides en République du Kazakhstan a été élargie afin d'intégrer les normes nationales et internationales des pays étrangers appliquées au titre des procédures établies.

La Loi aborde les principales prescriptions de l'Accord OTC, y compris la disposition stipulant que les textes réglementaires ne devraient pas constituer un obstacle technique au commerce, ce qui nécessite de prendre en considération, lors de leur élaboration, les réglementations et les normes internationales; les producteurs bénéficient du droit d'appliquer directement les normes internationales, régionales et les normes nationales de pays étrangers; les normes en cours d'élaboration, les normes adoptées et les réglementations techniques, de même que les textes réglementaires en soi devraient être rendus accessibles au public; afin de garantir la coopération avec les organismes internationaux et la présentation des documents et des données sur les normes et les procédures d'évaluation de la conformité à toutes les parties intéressées, un point d'information est en cours de création.

La Loi sur la normalisation prévoit l'élaboration et l'utilisation des catégories de normes suivantes: les normes intergouvernementales (GOST) et les normes nationales (ST RK), de même que les normes internationales, régionales et les normes nationales d'autres pays utilisées dans le cadre des procédures établies. Les normes intergouvernementales (GOST) sont élaborées par le Conseil intergouvernemental de normalisation, de métrologie et de certification de la CEI (EASC). La République du Kazakhstan est membre de l'EASC. L'élaboration, l'adoption et l'enregistrement des normes intergouvernementales sont effectués conformément aux procédures stipulées dans les accords intergouvernementaux conclus entre les pays de la CEI. La République du Kazakhstan a signé l'Accord intergouvernemental des pays de la CEI sur la politique coordonnée de normalisation, de métrologie et de certification du 13 mars 1992. L'article 1 de cet accord prévoit l'harmonisation des conditions définies dans les nouvelles normes GOST conformément aux normes internationales, régionales et aux normes nationales les plus avancées des pays étrangers. À l'heure actuelle, la majeure partie des normes utilisées dans le secteur industriel est composée de normes intergouvernementales.

L'article 11 de la Loi sur la certification prévoit deux types de certification: la certification obligatoire et la certification volontaire. Ce dernier type de certification est effectué à l'initiative du demandeur (producteur, vendeur) ou du consommateur d'une marchandise, aux fins de déterminer sa conformité avec les normes existantes, tandis que le premier type de certification est exigé pour des raisons de sécurité, afin de garantir la protection de la vie et de la santé humaine, ainsi que de la propriété et de l'environnement.

La Résolution gouvernementale n° 1787 du 29 novembre 2000 sur le contrôle de la conformité des produits en République du Kazakhstan (modifiée par les Résolutions n° 407 du 5 avril 2002 et n° 888 du 8 août 2002) renferme une liste énumérant toutes les catégories de

marchandises faisant l'objet d'une certification obligatoire pour des raisons de sécurité et pour la protection de la santé humaine, de la propriété et de l'environnement. Cette liste comprend: le matériel médical, les instruments médicaux et les appareils destinés à assurer l'hygiène; les éléments fertiles; les produits chimiques domestiques; les produits de protection personnelle; les véhicules; les équipements de plomberie industrielle et les vannes de communication; les tuyaux en acier; les machines-outils et les machines à bois; les armes à feu de service; les armes à feu civiles; les armes à feu à utilisation sportive et leurs munitions; les installations de laveries industrielles et de nettoyage chimique; le matériel servant à la fabrication pour l'industrie alimentaire, le commerce et la restauration; le matériel d'isolation électrique; le câblage; les appareils radio, électriques et électroniques; les appareils de communication; le matériel de chauffage utilisant des combustibles solides, liquides ou gazeux; le matériel de production (travaux) à risque élevé; les réservoirs de compression; les jouets; les matières entrant dans la fabrication de produits touchant la peau humaine, les aliments, l'eau; les emballages; les produits pour le travail du bois; les matériaux de construction et les structures; les produits de l'industrie légère; les médicaments; les produits cosmétiques; les produits agricoles et les produits de l'industrie alimentaire; la nomenclature des services soumis à la certification obligatoire en République du Kazakhstan; les machines agricoles; le matériel de construction des routes et autoroutes; les ascenseurs. La vente en République du Kazakhstan des produits susmentionnés, qu'ils soient nationaux ou importés, est interdite pour les parties non détentrices de certificats.

Au titre de l'article 12 de la Loi sur la certification, la vente de marchandises et de services soumis à certification obligatoire est interdite aux parties qui ne sont pas détentrices de certificats de conformité. Les marchandises faisant l'objet d'une certification obligatoire ne peuvent pas être importées avant d'avoir obtenu un certificat de conformité. Les certificats de conformité sont délivrés à la suite des conclusions positives des centres d'essai, accrédités conformément aux procédures établies. Les procédures et les règles de certification obligatoire sont non discriminatoires.

Au titre des Procédures d'importation en République du Kazakhstan des marchandises soumises à certification obligatoire, de telles marchandises font l'objet d'un contrôle douanier. Les documents certifiant la sécurité des produits englobent les certificats délivrés par les organismes de certification de la République du Kazakhstan, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, du Bélarus, de la Géorgie, du Kirghizistan, de la Moldavie, de l'Ouzbékistan, de la Russie et de l'Ukraine, du Tadjikistan et du Turkménistan.

Au titre de la Résolution gouvernementale n° 1891 du 29 décembre 1995 sur l'adoption des procédures de destruction ou de retraitement des produits et marchandises déclarés non commercialisables et non utilisables, dans les cas où il est prouvé que les produits importés sont en infraction avec les normes existantes et, par conséquent, sont potentiellement dangereux, un comité spécial est créé, dont le travail aboutit à l'une des décisions suivantes:

- les marchandises seront retraitées;
- les marchandises seront détruites; ou
- les marchandises seront rapatriées vers leur pays d'origine. Les décisions du comité peuvent être contestées par la partie importatrice. Les marchandises importées resteront sous le contrôle des autorités douanières tout au long de la période d'examen du cas, tandis que la partie importatrice supportera tous les frais d'entreposage. Il est à noter que la décision peut exiger la destruction immédiate des marchandises s'il est prouvé que leur entreposage est dangereux du point de vue sanitaire, ou si les services douaniers ne disposent pas d'entrepôts spéciaux, ou encore si les marchandises ont une courte durée de conservation.

Au titre de la Résolution gouvernementale n° 1113 du 15 juillet 1997 sur le passage de la République du Kazakhstan aux systèmes internationaux de classification et de codification des renseignements d'ordre technique et économique, la République du Kazakhstan élabore actuellement un système national interconnecté de classification des renseignements d'ordre technique et économique, harmonisé avec les systèmes internationaux analogues; elle s'emploie aussi à résoudre les questions liées à la coordination des flux de renseignements intergouvernementaux et à l'incompatibilité des nomenclatures et classifications utilisées par les différents organes administratifs publics et par les personnes morales.

Les Résolutions gouvernementales n° 1229 du 7 août 1997 sur la création, le développement et l'administration du Fonds des normes de la République du Kazakhstan et n° 1839 du 26 décembre 1997 sur le Fonds national des normes de la République du Kazakhstan, prévoient l'établissement du Fonds national des normes, dont les fonctions englobent: l'archivage des normes et les conditions techniques, l'acquisition et le stockage des normes internationales et régionales, des résolutions et des recommandations sur la normalisation, la métrologie et la certification, l'acquisition des normes nationales des autres pays; la fourniture de l'accès aux informations sur les normes Kazakhes et sur les normes étrangères. Le Fonds contient plus de 36 000 titres, y compris des documents spécifiant les normes obligatoires liées à la sécurité des marchandises, des travaux (procédés) et des services.

L'article 17 de la Loi sur la normalisation prévoit la création d'un point d'information destiné à fournir aux personnes physiques, aux personnes légales et aux pays les documents normatifs en matière de normalisation, de métrologie et de certification et en vue de coopérer avec le Secrétariat de l'OMC et les pays Membres de l'OMC.

Les entreprises subordonnées émettent des publications périodiques, dont les magazines "Memstandard News", "Metrolog", et l'Index mensuel d'informations sur les normes, qui contiennent des projets de normes, des informations d'actualité, des articles et des documents normatifs de réglementation de la normalisation, de la métrologie et de la certification.

Pour s'adresser au

Comité de normalisation, de métrologie et de certification du Ministère de l'industrie et du commerce de la République du Kazakhstan:

76 Druzhba Str.
Astana, 473000

Téléphone: + 7 3172 32 68 87
Télécopie: + 7 3172 39 50 66

Courrier électronique: standart@memst.kz
Site Web: www.memst.kz

- Mesures sanitaires et phytosanitaires

La législation de la République du Kazakhstan réglementant les mesures sanitaires nécessaires à la protection de la vie et de la santé humaine englobe la Loi n° 361-II du 4 décembre 2002 sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population, la Loi n° 111-1 du 19 mai 1997 sur la protection de la santé publique en République du Kazakhstan, le Décret présidentiel n° 4153 du 16 novembre 1998 sur le programme national de santé de la population, la Résolution gouvernementale n° 126 du 3 février 2002 sur les mesures de mise en œuvre de la Loi sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population, la Résolution du Conseil des ministres

n° 547 du 25 avril 1995 sur l'adoption de la Disposition sur le Service d'inspection sanitaire et épidémiologique de la République du Kazakhstan, la Résolution gouvernementale n° 1716 du 16 novembre 1999 sur l'adoption du protocole sur les procédures unifiées pour la mise en œuvre des normes, des règles et des conditions techniques, médicales, pharmaceutiques, sanitaires, vétérinaires, phytosanitaires et écologiques sur les marchandises importées dans les pays membres de l'union douanière, la Résolution gouvernementale n° 1783 du 29 novembre 2000 sur l'adoption des lignes directrices sur la qualité et l'innocuité des produits alimentaires, la Résolution gouvernementale du 10 janvier 2002 sur le Comité d'État d'inspection sanitaire et épidémiologique du Ministère de la santé de la République du Kazakhstan, la Résolution gouvernementale n° 1283 du 5 octobre 2001 sur la prévention des troubles liés au déficit en iode de la population de la République du Kazakhstan en 2001-2005, la Résolution gouvernementale n° 878 du 9 juin 2002 sur l'adoption du Plan national d'action pour l'hygiène du milieu en République du Kazakhstan, l'Ordonnance du Premier Ministre n° 181-p du 30 décembre 1999 sur les mesures d'amélioration des services d'inspection sanitaire et épidémiologique en République du Kazakhstan, la Résolution conjointe n° 225/07 du 9 juin 1997 de l'Office de métrologie et de certification du Ministère de l'économie et du commerce, du Comité des douanes et de l'expert sanitaire en chef de la République du Kazakhstan, sur l'innocuité des produits (marchandises, procédés, services) pour la santé humaine, l'Accord de coopération dans le domaine de la protection sanitaire des territoires des pays membres de la CEI (Minsk, le 31 mai 2001), l'Accord sur la mise en œuvre des normes, des règles et des conditions techniques, médicales, pharmaceutiques, sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires sur les marchandises importées dans les pays membres de la CEI (Moscou, le 28 septembre 2001), l'Accord sur la prévention des troubles liés au déficit en iode de la population des pays membres de la CEI (Minsk, le 31 mai 2001), l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, le Codex Alimentarius, la Résolution gouvernementale n° 1787 du 29 novembre 2000 sur le contrôle de la conformité des produits en République du Kazakhstan, de même que les autres conditions et dispositions énoncées dans les textes législatifs de la République du Kazakhstan, liés à la sécurité du commerce des marchandises pour la santé humaine et pour l'environnement. Au titre des textes législatifs susmentionnés, les organismes d'inspection sanitaire et épidémiologique sont chargés d'assurer l'innocuité et la conformité des produits alimentaires et des autres produits avec les règles et les normes sanitaires.

Le Comité d'État d'inspection sanitaire et épidémiologique du Ministère de la santé de la République du Kazakhstan est l'organe responsable de la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population. Le service sanitaire et épidémiologique englobe les éléments structurels suivants: le Comité d'État d'inspection sanitaire et épidémiologique du Ministère de la santé de la République du Kazakhstan; les organismes et les agences d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État dans les régions correspondantes de la République du Kazakhstan; les organismes et agence de l'État chargés de l'inspection sanitaire et épidémiologique dans les moyens de transport; les organismes publics réalisant des tâches d'inspection sanitaire et épidémiologique pour le compte des organismes et agences de l'État chargés de l'inspection sanitaire et épidémiologique dans les moyens de transport; les organismes et agences rattachés au Ministère des affaires intérieures, chargés de l'inspection sanitaire et épidémiologique sur ses propres sites; les agences d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État sur les sites des ministères, des sociétés et des entreprises; les organismes et les agences chargés de l'organisation et de la mise en œuvre des actions préventives de protection contre les infections dangereuses et nécessitant la mise sous quarantaine; les centres de recherche fournissant une aide scientifique aux organismes d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État.

Le Service d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État assure le contrôle sanitaire et épidémiologique; prend des mesures de protection sanitaire du territoire contre la pénétration et la propagation des maladies infectieuses et parasitaires; élabore sur le plan national les réglementations d'ordre sanitaire et hygiénique, les autres textes normatifs législatifs sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population, ainsi que les formulaires d'enregistrement et de comptabilité selon les procédures énoncées dans la législation de la République du Kazakhstan; organise et met en œuvre dans le cadre de sa compétence un ensemble d'actions (préventives) sanitaires et

épidémiologiques en cas d'empoisonnement alimentaire, d'épidémies de maladies infectieuses, parasitaires ou autres, y compris les maladies idiopathiques; réalise des contrôles sanitaires et épidémiologiques, exploite les données statistiques et gère leur archivage; coordonne les activités des organismes de recherche et des autres organes exerçant des activités liées à la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population; coopère avec d'autres agences et organes publics de sécurité sanitaire et épidémiologique de la population; mène des recherches sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population; organise et met en œuvre l'inspection sanitaire sociale; fournit à la population des instructions opportunes sur les maladies, les conditions environnementales et les mesures (préventives) sanitaires et épidémiologiques mises en œuvre.

Les agences et les organes régionaux d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État sont chargés de l'évaluation des risques dans le cadre des mesures sanitaires, hygiéniques et antiépidémiques de protection de la santé humaine. Les principes scientifiques d'évaluation des risques et la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection de la santé humaine sont définis dans la législation de la République du Kazakhstan sur la protection de la santé humaine et sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population. Les activités sanitaires et hygiéniques, de même que les actions mises en œuvre par les organes d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État englobent l'ensemble des mesures comportant des conditions spécifiques régionales ainsi que d'autres facteurs.

Les contrôles sanitaires et épidémiologiques représentent l'une des mesures nécessaires à la garantie de la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population. Réalisés par les organes et les agences d'inspection sanitaire et épidémiologique, les contrôles sont basés sur l'évaluation globale de l'influence des conditions sanitaires et épidémiologiques et sur la santé humaine des membres de l'habitat; sur les études des causes et des conditions de déclenchement des maladies et des intoxications humaines; sur la garantie de la conformité des décisions prises pour la mise en œuvre de certaines activités économiques énoncées dans les règles et les normes sanitaires et hygiéniques ainsi que dans la réglementation de l'hygiène publique. Les procédures d'inspection et la publication d'un rapport de conformité (non-conformité) sanitaire des produits contrôlés avec les règles et les normes sanitaires et avec les réglementations sur l'hygiène seront effectuées conformément au Décret du Premier Ministre n° 181-p du 30 décembre 1999 sur les mesures d'amélioration des contrôles sanitaires et épidémiologiques en République du Kazakhstan et conformément à l'Ordonnance n° 26 du 13 janvier 2001 de l'Expert sanitaire en chef de la République du Kazakhstan sur les mesures d'amélioration des contrôles sanitaires et épidémiologiques en République du Kazakhstan.

Tous les textes et les dispositions de la législation actuelle réglementant la protection de la santé humaine sont scientifiquement fondés, alors que de nouveaux textes et dispositions sont élaborés sur propositions des instituts de recherche. Les règles et les normes sanitaires, ainsi que la réglementation sur l'hygiène, sont élaborées par les instituts de recherche, les centres sanitaires et épidémiologiques, ainsi que par d'autres institutions spécialisées et elles sont révisées régulièrement sur la base des nouvelles connaissances et données scientifiques et pratiques (article 22 de la loi n° III-XIII du 8 juillet 1994). L'élaboration de nouveaux textes normatifs fait intervenir les principes énoncés dans le Codex Alimentarius concernant l'hygiène alimentaire; les directives de l'Union européenne, de même que les accords sur les questions sanitaires et épidémiologiques et sur la sécurité des produits.

Les règles et les normes sanitaires sont des textes législatifs qui précisent les conditions sanitaires et épidémiologiques (y compris la sécurité et/ou le caractère inoffensif des facteurs environnementaux pour la santé humaine) et dont le non-respect constitue un danger pour la vie et la santé humaine, ainsi qu'un danger potentiel de déclenchement et de dissémination des maladies. Au titre de l'article 18 de la Loi sur les textes normatifs législatifs, les textes normatifs législatifs seront publiés et distribués gratuitement. Au titre de l'article 24 de la Loi sur la sécurité sanitaire et

épidémiologique de la population, les règles et les normes sanitaires, ainsi que la réglementation sur l'hygiène publique, seront publiées et distribuées gratuitement.

Le système d'inspection sanitaire et épidémiologique de l'État possède une base de données régulièrement mise à jour avec les données envoyées par les agences régionales. Ces renseignements sont accessibles par toutes les parties intéressées. La République du Kazakhstan publie également un bulletin mensuel intitulé "Environnement et santé humaine".

De manière générale, les mesures sanitaires de la République du Kazakhstan ne vont pas à l'encontre des normes, des réglementations et des recommandations internationales contenues dans les dispositions de l'Accord SPS et du GATT de 1994.

La législation de la République du Kazakhstan réglementant l'application des mesures de phytoquarantaine englobe:

- la Loi n° 344-I du 11 février 1999 sur la phytoquarantaine;
- les Règles de protection de la République du Kazakhstan contre les objets en quarantaine et la Liste des objets soumis à quarantaine, adoptée par la Résolution gouvernementale n° 1960 du 30 décembre 2000; et
- le Code des infractions administratives n° 155-II du 30 janvier 2001.

La liste des produits pouvant être mis en quarantaine et assujettis au contrôle phytosanitaire dans le cadre des procédures de phytoquarantaine, y compris les codes du SH, est présentée dans la Nomenclature des produits de base passibles de phytoquarantaine et pouvant être importés ou exportés, adoptée par le Décret du Ministère de l'agriculture n° 166 du 30 mai 2002, en coopération avec l'Office de contrôle douanier de la République du Kazakhstan et après enregistrement auprès du Ministère de la justice.

La Loi sur la phytoquarantaine fixe les fondements législatifs et les principes de mise en œuvre des mécanismes d'État sur la phytoquarantaine, qui font partie intégrante du système de sécurité nationale de la République du Kazakhstan. La Loi stipule que l'autorité chargée des affaires de phytoquarantaine élaborera en coopération avec les organismes de recherche un ensemble de mesures de quarantaine fondé sur les normes et recommandations internationales et qu'elle veillera à ce que les personnes physiques et morales, quel que soit leur régime de propriété, observent ces mesures.

L'autorité chargée de l'aménagement de la politique de phytoquarantaine en République du Kazakhstan est représentée par le Ministère de l'agriculture (la Direction pour la protection et la phytoquarantaine). Au niveau local, les fonctions de contrôle de quarantaine sont exécutées par les services de protection et de phytoquarantaine des agences provinciales du Ministère de l'agriculture, ainsi que par des points de contrôle aux frontières.

Outre la Direction pour la protection et la phytoquarantaine, le système national de quarantaine de la République du Kazakhstan englobe:

- les organismes d'État pour la quarantaine, créés par décision du gouvernement, y compris les centres de quarantaine nationaux, de zones et les centres aux frontières, ainsi que les pépinières de quarantaine d'importation;
- les entreprises publiques chargées de la phytoquarantaine, assistées par les laboratoires phytosanitaires et les équipes de désinfection.

Le service de quarantaine met en œuvre les politiques nationales, couvrant un large éventail d'agences et de secteurs dont l'agriculture, l'exploitation forestière, les transports, le commerce, la coopération internationale, etc. Le service effectue la certification phytosanitaire des marchandises agricoles, du bois et d'autres marchandises exportées pouvant faire l'objet de la quarantaine, conformément aux normes internationales et aux conditions des services de quarantaine nationaux des pays importateurs. Les conditions d'importation des marchandises pouvant faire l'objet de la quarantaine sont fondées sur les données internationales. Cette pratique met en œuvre la Convention élaborée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont la République du Kazakhstan est signataire.

Les certificats sanitaires d'importation sont délivrés par la Direction pour la protection et la phytoquarantaine, à savoir par son directeur, qui est l'Inspecteur en chef de l'État pour l'inspection phytosanitaire. Les certificats sanitaires et phytosanitaires sont délivrés par les agences régionales du Ministère de l'agriculture de la République du Kazakhstan.

Les centres de phytoquarantaine situés aux frontières et dans les moyens de transport effectuent une vérification primaire des produits pouvant être soumis à la quarantaine, préparent les rapports sanitaires destinés aux agences régionales du Ministère de l'agriculture situées dans la zone de destination et vérifient les documents de quarantaine.

À la suite de la première inspection de phytoquarantaine, effectuée aux postes phytosanitaires frontaliers, les produits (marchandises) importés pouvant être soumis à la quarantaine et les véhicules subissent une seconde inspection de phytoquarantaine. Celle-ci inclut une vérification, effectuée sur le lieu de destination des marchandises pouvant être soumises à la quarantaine, comprenant des essais en laboratoire.

Aux fins de mettre la Loi sur la phytoquarantaine en conformité avec les normes internationales, la République du Kazakhstan a adopté la Loi n° 293-II du 18 février 2002 portant modification de la Loi sur la phytoquarantaine. Les modifications ont été élaborées aux fins de refléter l'environnement phytosanitaire actuel, d'intégrer les conditions fixées par les normes phytosanitaires, les pratiques des organismes internationaux et les règles importantes de l'OMC affectant le commerce et, elles visent à améliorer l'efficacité des activités nationales de quarantaine.

Conformément à la législation nationale, l'importation, l'exportation et le transport des marchandises d'origine végétale pouvant être soumises à la quarantaine sont réglementés par les principes énoncés dans l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), y compris la transparence, la justification scientifique, l'application équitable des mesures de phytoquarantaine adoptées, l'harmonisation des normes fondées sur des normes et sur les recommandations internationales.

La législation de la République du Kazakhstan réglementant l'application des mesures vétérinaires inclut la Loi n° 339-II 3PK du 10 juillet 2002 sur les services vétérinaires. La Loi est entièrement harmonisée avec les normes internationales et avec l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Au titre de cette Loi, la politique nationale dans le domaine vétérinaire est chargée des tâches et des objectifs suivants :

- les contrôles vétérinaires de l'État sur la production, l'entreposage et la vente des produits de la compétence des autorités de contrôle vétérinaire de l'État;
- la réduction du monopole d'État sur certains types d'activités vétérinaires;

- la protection de la République du Kazakhstan contre la pénétration et la dissémination, des maladies animales infectieuses et rares à partir des autres pays;
- la protection de l'indépendance du service national d'inspection vétérinaire;
- l'élaboration scientifique de règles et de normes vétérinaires fondées sur l'évaluation globale des conditions épizootiques et sur les normes vétérinaires internationales;
- l'élévation du niveau des activités vétérinaires, comparées aux recommandations internationales, dans la mesure où elles sont fondées sur des bases scientifiques; et
- la prévention de restrictions injustifiées sur la vente des produits assujettis à l'inspection par les services vétérinaires de l'État imposée au titre des activités vétérinaires visant à la sécurité vétérinaire et sanitaire.

Les règles concernant la publication des mesures proposées, les dispositions sur l'information des agents économiques et les possibilités de commentaires et de suggestions, ainsi que d'autres questions non reflétées dans la Loi sur les services vétérinaires sont visées dans les textes d'application des actes législatifs.

Afin de garantir la sécurité des produits et des matières premières d'origine animale, une importance particulière est accordée à l'application des contrôles vétérinaires de l'État pour les marchandises importées ou exportées, de même que pour les marchandises en transit sur le territoire de la République du Kazakhstan. De même, l'innocuité des produits et des matières premières d'origine animale est assurée par des contrôles vétérinaires et sanitaires effectués sur les marchés. L'organe agréé, chargé de l'inspection vétérinaire des produits d'origine animale importés est représenté par le Ministère de l'agriculture de la République du Kazakhstan (le Département vétérinaire).

Le système d'inspection vétérinaire est organisé en structure verticale. Il englobe les sections de contrôle vétérinaire aux niveaux des provinces (oblasts) et des villes, les inspecteurs vétérinaires au niveau des districts ruraux, ainsi que les centres et les points d'inspection vétérinaire situés aux frontières et dans les moyens de transport. Outre le Département vétérinaire, le système national vétérinaire de la République du Kazakhstan englobe également :

- les agences de secteur du service vétérinaire national situées à la frontière et dans les moyens de transport équipés de postes de contrôle vétérinaire;
- les agences d'oblasts (de capitale, ou de ville d'importance nationale) de l'organe vétérinaire public autorisé;
- les agences de district (au niveau municipal) de l'organe vétérinaire public autorisé et les inspecteurs vétérinaires exerçant dans les districts ruraux et, les organisations participant à la production, à l'abattage, à l'entreposage, au traitement et à la vente des produits soumis au contrôle des organes vétérinaires de l'État.
- l'institution publique dénommée le Centre national de surveillance, de référencement, de diagnostic en laboratoire et de méthodologie vétérinaire;
- l'entreprise nationale d'État dénommée le Laboratoire nationale vétérinaire;
- l'entreprise nationale d'État dénommée l'Office national des épizooties;

- l'institution publique dénommée le Centre national vétérinaire;
- l'entreprise nationale d'État dénommée le Laboratoire vétérinaire central et ses agences provinciales, municipales et de districts; et
- l'entreprise nationale d'État VetDez et ses agences provinciales.

En tant que membre de l'Office international des épizooties (depuis 1993), le Ministère de l'agriculture de la République du Kazakhstan prend des mesures aux fins d'harmoniser la législation nationale avec les conditions énoncées dans le Code vétérinaire international.

Les services publics vétérinaires exercent un contrôle permanent sur l'élevage, l'abattage et le traitement des animaux et des volailles. Dans le cadre du système d'identification (codification) des entreprises participant au traitement des marchandises et des matières premières d'origine animale, élaboré par le Département vétérinaire, des codes spéciaux dont l'utilisation est exigée dans la désignation des produits sont attribués à ces entreprises. Cette pratique garantit que les produits demeurent sous surveillance vétérinaire ininterrompue entre leur départ de l'entreprise et leur arrivée sur leur lieu d'entreposage. Tous les produits de ces entreprises sont soumis aux contrôles vétérinaires effectués par des inspecteurs vétérinaires publics employés par des subdivisions structurelles.

En outre, le Département vétérinaire a stipulé que les organisations participant à la production, à l'abattage, à l'entreposage, au traitement et à la vente des animaux, des marchandises et des matières premières d'origine animale, des médicaments vétérinaires et des suppléments protéiques, doivent créer leurs propres laboratoires en vue des contrôles vétérinaires.

Afin de contrôler les maladies infectieuses animales, la République du Kazakhstan a élaboré un programme national sur les Activités vétérinaires, englobant des mesures de prévention vétérinaire (vaccination contre les maladies infectieuses des animaux et des oiseaux, réalisée par des experts vétérinaires agréés, ainsi que des activités d'hygiène et de désinfection visant les infections épizootiques, effectuées par les services publics agréés par l'organe autorisé dans le domaine de la médecine vétérinaire).

Aux fins de garantir la fiabilité des prévisions de déclenchement des maladies dangereuses des animaux et des volailles, ainsi que pour mettre en œuvre des mesures opportunes visant à leur prévention ou à leur éradication dans les cas où de telles maladies sont déjà déclarées, le centre vétérinaire spécialisé effectue une surveillance des épizooties des animaux sauvages sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan.

Afin de garantir un niveau de transparence approprié en application de la Résolution gouvernementale n° 1627 du 30 octobre 2000, le Ministère de l'agriculture de la République du Kazakhstan prend des mesures actives pour mettre en œuvre son Système d'information marketing, destiné à assurer le partage des informations analytiques de commercialisation entre les producteurs agricoles, les autorités publiques et les autres agents du marché des produits agricoles; il fournit l'accès aux mécanismes en vue de la réglementation efficace du développement sectoriel et aux fins de la coopération avec les organisations internationales.

Le projet de Système d'information marketing englobe également le site web www.minagri.kz et le bulletin d'information Agroinform, publié par le Ministère de l'agriculture, traitant de l'ensemble de la législation (notamment en matière de services vétérinaires, de quarantaine et de protection phytosanitaire).

- **Mesures concernant les investissements et liées au commerce**

Les Lois "sur le sous-sol et l'utilisation du sous-sol" et "sur le pétrole" réglementent les opérations liées à l'utilisation du sous-sol ainsi que l'exploitation du pétrole aux fins de protéger les intérêts de la République du Kazakhstan et ses ressources naturelles; garantissent l'utilisation rationnelle et la protection du sous-sol de la République du Kazakhstan; protègent les intérêts des utilisateurs du sous-sol et des entrepreneurs pratiquant l'exploitation du pétrole.

Les lois susmentionnées impliquent l'utilisation d'équipements, de matières premières et de produits fabriqués en République du Kazakhstan, ainsi que la participation d'entreprises et d'organisations Kazakhes pour la réalisation des travaux et pour la fourniture de services, y compris les transports aériens, ferroviaires, les transports par eau et les autres transports, à condition que ceux-ci soient conformes aux normes et autres conditions fixées à la suite d'appels d'offres réalisés en République du Kazakhstan, conformément aux procédures définies par le gouvernement.

Ces mesures ont été dictées par la crise actuelle du secteur industriel de la République du Kazakhstan, qui représente un secteur très important de l'économie nationale, s'élevant à environ 25 pour cent du PIB.

La structure de la production industrielle continue d'évoluer vers une domination prononcée des secteurs liés à l'extraction et au traitement primaire des hydrocarbures et des produits minéraux. Les problèmes actuels de la structure industrielle proviennent en partie du manque d'intégration technologique à tous les niveaux de la chaîne de production, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la fabrication des produits finis.

À moyen terme, il est fortement improbable d'envisager des changements structurels importants dans le secteur industriel. La majeure partie des volumes en croissance de la production industrielle concerne principalement l'industrie minière, représentée par des entreprises à vocation exportatrice, dépendantes des marchés étrangers.

Cependant, la politique industrielle actuellement élaborée pour la période s'achevant en 2015 a pour objectif, hormis l'accroissement du développement des potentiels techniques et économiques dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière et la création de la demande réelle, de développer la production et les services d'autres secteurs de l'économie nationale, y compris les biens de consommation, la diversification de la production, la mise en application des réalisations scientifiques aux processus de production, ou encore la création de nouvelles entreprises de haute technologie.

- **Dispositions sur le commerce d'État**

Il n'existe pas d'entreprises décrites dans l'article XVII du GATT en République du Kazakhstan. Le gouvernement n'a jamais accordé à aucune entreprise privée ou publique, y compris les agences de commercialisation, aucun droit ou avantage exclusif ou spécial, y compris des titres ou des pouvoirs constitutionnels pouvant être utilisés lors de l'achat ou de la vente, pour influencer le niveau ou l'orientation des opérations d'importation ou d'exportation. Les entreprises commerciales, qu'elles soient publiques ou privées, fonctionnent selon les mêmes conditions de concurrence (non discriminatoires). Aucune entreprise publique ou privée ne jouit de droits spéciaux en ce qui concerne le commerce et la distribution.

- **Zones franches**

Les questions relevant de la création, de la réglementation et de l'exploitation des zones économiques spéciales sont visées par: l'Ordonnance présidentielle sur les zones économiques

spéciales en République du Kazakhstan, les lois "sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget", les lois "sur les douanes en République du Kazakhstan" et, la réglementation bancaire et les autres textes législatifs de la République du Kazakhstan.

À l'heure actuelle, la République du Kazakhstan accueille seulement deux zones économiques spéciales, à savoir la ville nouvelle d'Astana, créée par le Décret présidentiel n° 645 du 29 juin 2001 pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 2002 et 2007 et le port de mer d'Aqtau.

La zone économique spéciale d'Astana a été créée dans le but de dynamiser le développement de la rive gauche du fleuve Ishym par l'attraction des investissements et l'utilisation de technologies de pointe dans la construction, ainsi que par le développement d'une infrastructure moderne. La Loi du 5 juillet 2001 sur la modification des textes législatifs portant sur la zone économique spéciale d'Astana, par l'introduction de modifications aux lois de la République du Kazakhstan sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget, prévoit des avantages fiscaux et douaniers pour la construction de biens d'infrastructure et de secteurs administratifs et résidentiels sur le territoire de la zone économique spéciale créée. Les avantages fiscaux sont accordés pour:

- la TVA perçue sur le volume de marchandises (travaux, services) vendues sur le territoire de la zone économique spéciale à condition qu'elles soient entièrement utilisées pour la construction et le lancement de biens d'infrastructure et de secteurs administratifs et résidentiels (ci-après dénommés – objets);
- la taxe foncière perçue sur les terrains situés sur le territoire de la zone économique spéciale, utilisés comme sites de construction ou bâtis pendant la durée de vie de la zone économique spéciale;
- l'impôt sur les biens perçu sur les objets construits pendant la durée de vie de la zone économique spéciale. Les avantages douaniers concernant les droits de douane et la TVA sont accordés aux importations de matériel et de machines utilisés pour les travaux de construction et pour les travaux nécessaires à la mise en service des objets construits, conformément aux prévisions et aux coûts estimés.

Pour les zones existantes ou devant être créées, la législation de la République du Kazakhstan ne fixe aucune restriction d'accès pour les parties étrangères, à l'exception des restrictions sur le lieu d'enregistrement des parties – bénéficiaires des avantages, généralement acceptées dans le fonctionnement global des zones économiques spéciales. En particulier, en ce qui concerne la zone économique spéciale d'Astana, les avantages fiscaux et douaniers sur la TVA s'étendent aux personnes morales de la République du Kazakhstan, aux non-résidents exerçant dans le cadre d'un organisme permanent enregistré dans la ville d'Astana, aux personnes physiques engagées dans la création de nouvelles entreprises sans création d'une personne morale et résidant de manière permanente dans la ville d'Astana.

La zone économique spéciale du port de mer d'Aqtau a été créée par le Décret présidentiel n° 853 du 26 avril 2002 pour une période allant du 1^{er} janvier 2003 à 2007 dans le but de dynamiser le développement de la région, la création d'entreprises de technologie de pointe, l'assimilation de nouveaux produits, l'attraction des investissements, la mise en œuvre de méthodes modernes de gestion administrative et économique et de règlement des problèmes sociaux. Elle est située sur le territoire d'un port de mer dans les limites de la municipalité d'Aqtau. Le port de mer d'Aqtau est une zone franche douanière. La fiscalité dans les zones économiques spéciales est fondée sur la législation fiscale de la République du Kazakhstan et ne prévoit aucun avantage fiscal supplémentaire.

- Pratiques en matière de marchés publics

La législation de la République du Kazakhstan réglementant les marchés publics englobe la Loi n° 321-II 3PK du 16 mai 2002; les Règles d'organisation et de fonctionnement des marchés publics de marchandises, travaux et services, approuvées par la Résolution gouvernementale n° 1158 du 31 octobre 2002; la Résolution gouvernementale n° 1163 du 3 novembre 2000 sur les procédures spéciales de passation des marchés publics, les dossiers d'appel d'offres approuvés par le Décret n° 8 du 31 octobre 2002 du Président de l'Office des marchés publics de la République du Kazakhstan, dont l'enregistrement a été confirmé le 14 novembre 2002 par le Ministère de la justice dans sa Directive n° 2041. L'Office des marchés publics de la République du Kazakhstan est l'organe autorisé dans le domaine de la passation des marchés publics.

L'Office des marchés publics de la République du Kazakhstan est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de l'État dans le domaine des marchés publics. Il harmonise et élabore les propositions visant à améliorer les textes législatifs réglementant les marchés publics, adopte les textes législatifs de son ressort, conformément à la législation de la République du Kazakhstan; coordonne et surveille les activités liées aux marchés publics; veille au respect des prescriptions énoncées dans ladite législation; élabore les formulaires comptables relatifs aux marchés publics, y compris les procédures à suivre pour les remplir et les présenter; élabore et adopte les documents méthodologiques et les dossiers d'appel d'offres standard; fournit des services de conseil aux organisateurs d'appels d'offres liés aux marchés publics; prend des décisions sur la révision ou l'annulation des décisions des organisateurs d'appels d'offres, des entrepreneurs et des comités d'évaluation des offres qui enfreignent les prescriptions énoncées dans la législation de la République du Kazakhstan réglementant les marchés publics, préalablement à la conclusion de contrats de marchés publics; engage des procédures judiciaires afin d'invalidier les contrats conclus en violation de ladite législation; examine les cas d'infractions administratives dans le domaine couvert par ladite législation sur les marchés publics et impose des sanctions administratives conformément à la législation de la République du Kazakhstan sur les infractions administratives.

Selon la Loi sur les marchés publics du 16 mai 2002, le marché public se définit comme l'achat de marchandises, de travaux et de services réalisé par des organes ou organismes publics, des entreprises publiques et des sociétés par actions sous contrôle de l'État, ainsi que par leurs filiales, en utilisant les fonds disponibles. Une certaine partie des marchandises, des travaux et des services achetés par les organes et organismes publics, les entreprises publiques et les sociétés par actions sous contrôle de l'État, ainsi que par leurs filiales, est utilisée pour leur propre production.

Les principaux mécanismes de passation des marchés publics sont les suivants: appel d'offres public, appel d'offres limité (tous deux pouvant comporter deux étapes), achat auprès d'une source unique, choix d'un fournisseur sur la base des offres de prix demandées, et achat sur le marché.

La Loi sur les marchés publics définit les normes concernant le soutien aux producteurs nationaux, aux petites entreprises et aux associations publiques de personnes handicapées. Les procédures et les conditions de traitement préférentiel pour les producteurs nationaux de marchandises sont fixées par le gouvernement.

- Transit

Au titre de la législation actuelle de la République du Kazakhstan, les marchandises en transit sont exonérées de redevances, de droits de douanes, de TVA et de droits d'accise. La République du Kazakhstan garantit la libre circulation des marchandises sur son territoire douanier, conformément aux conditions énoncées dans l'article V du GATT de 1994, ainsi qu'au titre des accords dont la République du Kazakhstan est signataire. La seule redevance perçue sur les marchandises en transit

est la taxe d'expédition, égale au montant équivalent aux frais administratifs ou aux frais des services fournis.

- **Dispositions affectant le commerce des produits agricoles**

- **Politique agricole**

L'industrie agroalimentaire de la République du Kazakhstan a subi une période de crise profonde due à la détérioration des anciennes relations industrielles et à l'apparition de nouvelles et cette situation continue d'évoluer de manière négative. Le niveau de la production agricole a chuté de plus de deux fois entre 1991 et 2000. La part de l'agriculture dans le PIB a chuté de 29,5 à 8,1 pour cent au cours de la même période. La part des investissements dans le secteur agricole ne représente que 1,4 pour cent du volume total des investissements dans l'économie nationale. La situation financière de l'industrie agroalimentaire demeure critique. Ainsi, alors qu'en 1993 la proportion des entreprises agricoles insolvables en République du Kazakhstan représentait 50,4 pour cent, deux ans plus tard cette part atteignait 78,2 pour cent.

Parmi les raisons principales du déclin des volumes de production du secteur agricole figurent la quantité décroissante des machines disponibles ainsi que leur vétusté matérielle et le vieillissement de ce secteur. Le démantèlement des anciens kolkhozes et sovkhoses de taille importante en agents économiques et en exploitation agricoles de taille inférieure a conduit à la distribution du matériel agricole et à la fermeture des usines de tracteurs. Depuis 1994, la fourniture de nouvelles machines au secteur agricole a pratiquement cessée.

La République du Kazakhstan est classée comme zone d'agriculture à risque élevé. De manière générale, le potentiel bioclimatique de la zone agricole du Kazakhstan est de 2,7 fois inférieur à celui de l'Amérique du nord et de l'Europe de l'ouest. Le zonage particulier de l'agriculture du Kazakhstan est également à prendre en considération, car il est caractérisé par une forte dépendance par rapport aux facteurs climatiques et environnementaux. La qualité des terres arables est aussi relativement médiocre: chaque année, 10,5 millions d'hectares de terres arables sont consacrées à la production de blé; 73,5 milliers d'hectares pour le riz; 20 000 hectares pour la betterave sucrière et 78 000 hectares pour le maïs. Dans l'ensemble, la République du Kazakhstan possède un potentiel élevé de production agricole. Ainsi, en 1990 la surface de terres arables utilisées pour la production agricole était de 14 millions d'hectares pour le blé; de 124,5 milliers d'hectares pour le riz; de 43,6 milliers d'hectares pour la betterave à sucre et de 128,6 milliers d'hectares pour le maïs.

Étant donné la situation du secteur agricole, il peut être affirmé de manière quasi certaine qu'au cours de la prochaine décennie les conditions d'exploitation de l'agriculture nationale vont encore se dégrader et que l'agriculture nationale présentera une compétitivité inférieure à celle des pays qui dominent le marché mondial. C'est la raison pour laquelle la mise en œuvre par étapes de mesures destinées à résoudre les problèmes du secteur agricole telles que la création d'entreprises agricoles nationales concurrentielles et la garantie de l'innocuité des produits alimentaires du pays, nécessite l'élimination des problèmes existants et la dynamisation des mesures à moyen terme et à long terme.

La politique agricole à moyen terme de la République du Kazakhstan est exposée dans le Programme national de production agricole pour 2003-2005, approuvé par le Décret présidentiel n° 889 du 5 juin 2002. Elle a été élaborée principalement pour garantir l'innocuité des produits alimentaires de la République du Kazakhstan, en se fondant sur un système efficace pour l'industrie agroalimentaire et sur la production de produits à fort potentiel de concurrence.

La mise en œuvre du Programme comporte les tâches et les objectifs suivants:

- assurer l'innocuité des produits alimentaires du pays;
- développer un système agro-industriel efficace;
- augmenter le volume des ventes des produits agricoles et des marchandises résultant de la transformation des produits agricoles principaux, tant sur les marchés nationaux que sur les marchés étrangers, par l'amélioration de leur potentiel de concurrence; et
- rationaliser les mesures de contrôle gouvernemental de la production agricole.

Les spécificités d'exploitation du secteur agro-industriel ainsi que les questions liées à l'innocuité des produits alimentaires du pays impliquent que la politique agricole mise en œuvre fasse intervenir un plus grand nombre de mécanismes de réglementation et de contrôle par l'État que pour les autres secteurs de l'économie nationale.

Les mesures d'aide de l'État mises en œuvre en République du Kazakhstan incluent des services généraux, la création de réserves d'État concernant l'innocuité des produits alimentaires, des programmes d'assurance, plusieurs programmes de prêts à intérêts réduits, des mesures de traitement fiscal préférentiel, etc.

Les services généraux incluent la recherche scientifique; la recherche pour le développement de nouvelles variétés de semences; des programmes visant à fournir aux producteurs des réserves de semences et de plants de haute qualité afin d'accroître le rendement et de garantir l'innocuité des produits alimentaires du pays; des services d'expertise; des services d'essais des produits; des services de formation; le dépistage de la peste et des maladies animales (prévention, quarantaine, éradication); le partage de l'expérience acquise; des services de conseil; la création et le développement de systèmes d'information; des services dans le domaine de l'infrastructure.

L'aide de l'État peut également être apportée sous la forme d'annulation et de restructuration des dettes des producteurs agricoles.

Au titre de l'article 179 de la Loi n° 2235 du 24 avril 1995 sur les impôts et autres contributions obligatoires au budget, les délais de paiement des impôts et des pénalités accumulés au 1^{er} janvier 2000 par les producteurs agricoles, qu'il s'agisse de personnes morales ou de personnes physiques, ont été prolongés de trois ans sans accumulation du passif.

Étant donné le niveau insuffisant de fonds de roulement et l'importance stratégique des produits des fermes d'élevage et des fermes de production de semences, le paiement des impôts en totalité est difficilement envisageable.

À cet égard, le budget national de 2003 attribue 1 479,3 millions de KZT sous forme d'aide financière non renouvelable aux entreprises participant à l'élevage du bétail et à la production de semences, pour le remboursement des arriérés d'impôts devant être payés au budget au 1^{er} janvier 2000.

De plus, la République du Kazakhstan a pris une décision favorable à l'égard des arriérés d'impôts payables au budget au 1^{er} janvier 2000. Le délai de remboursement a été prolongé jusqu'au 1^{er} janvier 2008 et les arriérés doivent être remboursés selon des échéances égales dans un délai de cinq ans (Loi n° 358-II du 23 novembre 2002 sur la modification des textes législatifs de la République du Kazakhstan sur les impôts).

L'aide financière de l'État au secteur agricole est également distribuée par le Fonds d'État pour le soutien financier de l'agriculture. Ses fonctions, fixées par la Résolution gouvernementale n° 650 du 9 juillet 1998, englobent :

- la participation au développement et à la mise en œuvre de programmes de prêts gouvernementaux et de programmes d'aide financière à l'agriculture;
- la fonction de créancier, y compris le recouvrement des obligations financières des producteurs agricoles concernant les dettes centralisées, différées et les autres dettes envers le Fonds et, la garantie de leur règlement;
- les fonctions d'agence du Ministère de l'agriculture dans le cadre de la fourniture d'aide financière non renouvelable pour la restructuration du secteur agricole, le développement de la sélection et de la production de semences et, la protection de la flore et de la faune;
- la comptabilité et le recouvrement des dettes des producteurs agricoles transférées par le Ministère des finances conformément aux résolutions du gouvernement; et
- l'octroi de prêts aux organisations participant à la production et au traitement des produits agricoles.

Les producteurs agricoles ont également droit à un certain nombre d'avantages.

Ainsi, conformément au Code fiscal de la République du Kazakhstan, les producteurs agricoles peuvent effectuer des paiements au budget dans le cadre des procédures générales ou selon un traitement fiscal spécial fondé sur la patente pour les personnes morales et sur l'impôt foncier unique pour les exploitations agricoles.

Un traitement fiscal spécial a été développé pour les personnes morales – producteurs agricoles et il englobe les impôts suivants: les charges sociales (21 pour cent du salaire), l'impôt sur le revenu des sociétés (10 pour cent du revenu annuel imposable), l'impôt sur les biens (1 pour cent de la valeur moyenne annuelle du capital immobilisé, la taxe appliquée aux véhicules (taux basé sur la cylindrée du moteur), l'impôt foncier (taux basé sur l'indice de qualité par hectare), la TVA (16 pour cent de la base d'imposition).

Après calcul du coût de la patente, le montant des impôts payables au budget est réduit de 80 pour cent.

Les contribuables qui font appel au traitement fiscal spécial mentionné ci-dessus n'ont pas besoin de présenter des déclarations reflétant les impôts pris en compte dans le calcul du coût de la patente, à l'exception de la TVA.

Les personnes morales – producteurs agricoles ont le droit de choisir entre le traitement fiscal spécial et la procédure générale d'imposition.

Un traitement fiscal spécial fondé sur la patente est accordé aux personnes morales producteurs agricoles s'ils sont impliqués dans la production de:

- produits agricoles utilisant des terres, ainsi que le traitement et la vente de leur propre production;

- les produits agricoles utilisés pour l'élevage animal et l'aviculture (y compris aux fins de la sélection), y compris l'élevage du jeune bétail, l'apiculture, ainsi que le traitement et la vente de leur propre production.

Les exploitants agricoles participant à la production de produits agricoles, au traitement et à la vente des produits agricoles de leur propre production, qui possèdent ou qui utilisent des terres, bénéficient d'un traitement fiscal spécial fondé sur l'impôt foncier unique (0,1 pour cent de la valeur estimée des terres).

Les exploitants agricoles calculent le montant des charges sociales au taux de 20 pour cent de l'ICM par travailleur sur une base mensuelle, y compris pour le chef et pour tous les membres d'une exploitation agricole.

Les exploitants agricoles sont exonérés des taxes et impôts suivants:

- l'impôt individuel sur le revenu perçu sur le revenu des activités entrant dans le cadre du traitement spécial de réduction de l'impôt ci-dessus;
- la TVA perçue sur le revenu des activités entrant dans le cadre du traitement spécial susmentionné de réduction de l'impôt;
- l'impôt foncier perçu sur les activités entrant dans le cadre du traitement spécial susmentionné de réduction de l'impôt;
- l'impôt sur les véhicules, au titre des normes établies;
- l'impôt sur les biens, au titre des normes établies;
- la taxe sur l'utilisation des ressources en eau;
- la taxe sur l'utilisation des forêts; et
- la taxe sur la pollution environnementale.

En outre, au titre de la Loi sur les fermes, les exploitations agricoles dont le nombre de travailleurs ne dépasse pas 50 et dont la moyenne annuelle du chiffre d'affaire ne dépasse pas 60 000 fois l'indice de calcul:

- sont exonérées de taxes sur l'enregistrement des droits immobiliers pour une période de trois ans à compter de la date d'enregistrement par l'État, alors que l'enregistrement par l'État est effectué à titre gratuit à condition que l'exploitant agricole se présente devant l'organe responsable;
- sont exonérées de taxes sur l'énergie électrique, le chauffage, l'eau et le traitement des eaux usées au titre des procédures et des conditions énoncées dans la législation et selon les mécanismes de régulation des activités des monopoles naturels;
- sont exonérées de frais d'ouverture de comptes bancaires dans les banques de deuxième niveau à participation de l'État;
- bénéficient des mêmes procédures comptables et statistiques simplifiées que les entrepreneurs individuels;

- ont le droit de payer l'impôt sur le revenu sur la base de la patente, ou de payer un impôt déterminé, ou de suivre les procédures simplifiées de calcul de l'assiette fiscale et de comptabilité fiscale;
- jouissent d'un droit de priorité pour effectuer des commandes pour des besoins nationaux dans les conditions définies par le gouvernement de la République du Kazakhstan;
- bénéficient de services statistiques et d'informations, ainsi que du savoir faire et des technologies à des conditions favorables dans les limites fixées par le budget de l'État pour l'année correspondante à l'aide financière de l'État aux petites entreprises;
- suivent des formations, des formations de recyclage et des cours de formation avancée financées par les fonds alloués au titre de l'aide aux petites entreprises.

Au titre des procédures et des conditions définies dans la législation nationale sur l'aide de l'État aux investissements, les investisseurs dans le secteur agricole peuvent bénéficier des avantages et des préférences qui suivent :

- aides en nature de l'État;
- avantages fiscaux pour les investissements pour une durée n'excédant pas cinq ans, pour l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur les biens et l'impôt foncier;
- exonération partielle ou totale des droits de douane perçus sur l'importation d'équipement et de pièces détachées destinés à la mise en œuvre d'un projet d'investissement.

Le montant des avantages et des préférences est calculé à partir du volume des investissements effectués dans des activités prioritaires.

Le Programme national de production agricole pour 2003-2005 prévoit également :

- des tarifs préférentiels pour le transport de céréales; des subventions aux fournisseurs nationaux destinées à compenser les coûts de transport des céréales sur le territoire de la Fédération de Russie;
- la construction d'un point de transbordement supplémentaire à Aqtau;
- le développement du commerce de céréales dans les bourses de marchandises existantes pour l'estimation des prix et la prévention contre les pratiques de dumping; et
- les modifications des activités de la société par actions "State Products Contract Corporation" en vue d'améliorer la part des exportations.

- RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

- Politique en matière de propriété intellectuelle

La politique de la République du Kazakhstan dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle vise la réalisation des trois objectifs suivants :

- rendre la législation régissant l'administration des droits de propriété intellectuelle conforme aux normes internationales;
- développer les mécanismes garantissant l'exécution des dispositions des lois sur la protection des droits de propriété intellectuelle; et
- former des spécialistes pour chaque domaine spécifique de protection de la propriété intellectuelle.

Les fondements de la politique de l'État visant à garantir l'usage légitime des objets relevant de la propriété intellectuelle en République du Kazakhstan sont énoncés dans le Concept de protection de la propriété intellectuelle, approuvé aux termes de la Résolution n° 1249 du gouvernement de la République du Kazakhstan du 26 septembre 2001.

- Organes d'administration des droits de propriété intellectuelle

Le Comité sur les droits de propriété intellectuelle du Ministère de la justice (ci-après dénommé – le Comité) est l'organe autorisé de la République du Kazakhstan dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle. Le Comité a été créé par la Résolution gouvernementale n° 411 du 29 mars 2001 sur les questions liées au Comité sur les droits de propriété intellectuelle du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan. Le Comité exerce des fonctions spécifiques de direction et de surveillance et, il est également chargé de l'administration générale dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle. Le Comité a remplacé le Comité sur la propriété intellectuelle du Ministère de la justice et l'entreprise d'État des brevets et des marques "Kazpatent" du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan dans ses fonctions, y compris dans ses fonctions et dans ses pouvoirs d'administration de la propriété.

Afin d'améliorer le système national de protection des droits de propriété intellectuelle, la République du Kazakhstan a créé l'entreprise nationale d'État dénommée "Institut national sur la propriété intellectuelle du Comité sur les droits de propriété intellectuelle du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan" par Résolution gouvernementale du 11 juillet 2002. Ses fonctions principales incluent les activités scientifiques liées aux questions de propriété intellectuelle.

- Participation aux conférences internationales sur la propriété intellectuelle

Au titre de la Déclaration de la République du Kazakhstan sur les accords internationaux sur la protection de la propriété industrielle du 5 février 1993, la République du Kazakhstan est signataire d'un certain nombre de traités, d'accords et de conventions de base conclus sous les auspices de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, englobant :

- la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI);
- la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- l'Accord de Madrid concernant l'enregistrement international des marques; et
- le Traité de coopération en matière de brevets (PCT).

Actuellement, la République du Kazakhstan est signataire des conventions suivantes dans le domaine de la propriété intellectuelle:

- la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques;

- l'Accord de Nice concernant la classification internationale des biens et des services aux fins de l'enregistrement des marques;
- l'Arrangement de Strasbourg sur la classification internationale des brevets;
- le Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets,
- la Convention universelle sur le droit d'auteur;
- l'Accord de Locarno instituant une classification internationale des dessins industriels;
- le Traité des lois sur les marques de fabrique ou de commerce;
- la Convention eurasienne sur les brevets; et
- la Convention sur la protection des intérêts des producteurs de phonogrammes contre la reproduction illicite de leurs enregistrements.

La visite du Directeur général de l'OMPI, Camil Idris, a abouti à la signature du Programme pour la coopération entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle, approuvé par la Résolution gouvernementale n° 303 du 28 février 2001.

La République du Kazakhstan poursuit ses travaux concernant son accession à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les droits d'auteur, interprétations, exécutions et enregistrements sonores.

- **Participation à des conférences internationales ou à des accords régionaux ou bilatéraux concernant la propriété intellectuelle**

À l'heure actuelle, la République du Kazakhstan est signataire des accords bilatéraux ci-après, prévoyant une coopération entre les parties dans le domaine de la propriété intellectuelle :

- l'Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la coopération dans le domaine de la protection de la propriété industrielle;
- l'Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de Géorgie sur la coopération dans le domaine de la protection de la propriété industrielle;
- l'Accord entre le gouvernement de la Fédération de Russie et le gouvernement de la République du Kazakhstan sur la coopération dans le domaine de la protection de la propriété industrielle;
- l'Accord entre le gouvernement de la République du Kazakhstan et le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan sur la coopération dans le domaine de la protection du droit d'auteur et des droits connexes;
- l'Accord de coopération dans le domaine de la protection du droit d'auteur et des droits connexes (Moscou, le 24 septembre 1993);

- l'Accord de coopération sur la prévention des infractions dans le domaine de la propriété intellectuelle.
- **Application du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée aux citoyens étrangers**

Au titre de la Constitution de la République du Kazakhstan et du Code civil de la République du Kazakhstan, les personnes morales et physiques étrangères ont droit au traitement national et au traitement de la nation la plus favorisée, accordés conformément aux accords internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire, ou selon des principes mutuels contraignants. Les dispositions correspondantes sont énoncées dans l'article 38 de la Loi sur les brevets du 16 juillet 1999 et dans l'article 48 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine du 26 juillet 1999.

En outre, au titre de l'article 5 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes du 10 juin 1996, les personnes physiques et morales étrangères peuvent bénéficier du traitement national.

Les conditions de mise en œuvre de la protection des droits de propriété intellectuelle en République du Kazakhstan sont énoncées dans les articles 3 et 4 de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (l'accord sur les ADPIC).

- **Normes indépendantes de protection, y compris les procédures pour l'acquisition et l'exercice des droits de propriété intellectuelle**
 - **Droit d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion**

La définition de l'objet du droit d'auteur, y compris pour les œuvres cinématographiques et les programmes d'ordinateur, énoncée aux articles 6 à 8 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes du 10 juin 1996, a été étendue de manière significative afin d'intégrer toutes les formes de droit d'auteur couvertes par les articles 9 à 12 de l'Accord sur les ADPIC et par les articles 2 et 2bis de la Convention de Berne.

- **Droits des auteurs**

Conformément aux dispositions correspondantes de la Convention de Berne et de l'Accord sur les ADPIC, la Loi de la République du Kazakhstan sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 10 juin 1996, prévoit pour les auteurs et leurs ayants droit un droit de propriété et le droit exclusif de reproduction, de diffusion, d'exécution publique et le droit d'adaptation et de reproduction cinématographique de leurs œuvres ainsi que le droit de modification et, le droit de conclure des accords pour la représentation et l'exécution publique de leurs œuvres. Conformément aux articles 12 à 14 de l'Accord sur les ADPIC et à l'article 7 de la Convention de Berne, les œuvres sont protégées tout au cours de la vie de l'auteur et pour une période de 50 ans après sa mort.

- **Droits des interprètes**

Conformément à l'article 14 1) de l'Accord sur les ADPIC, l'article 37 de la Loi de la République du Kazakhstan sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 10 juin 1996, accorde la priorité à la protection du droit des exécutants par rapport à l'enregistrement des exécutions ou aux productions théâtrales n'ayant pas encore été enregistrées, ainsi que par rapport à la diffusion ou à d'autres formes de transmission de leurs œuvres.

- **Droits des producteurs de phonogrammes**

Conformément à l'article 14 2) de l'Accord sur les ADPIC, les articles 34 à 38 de la Loi de la République du Kazakhstan sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 10 juin 1996, stipule que les producteurs de phonogrammes ont le droit, entre autres, d'interdire la production, la reproduction, la vente et l'importation non autorisées de phonogrammes.

- **Droits des organismes de radiodiffusion**

Conformément à l'article 14 3) de l'Accord sur les ADPIC, les articles 34 à 37 et 39 à 41 de la Loi de la République du Kazakhstan sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 10 juin 1996, stipule que les organismes de radiodiffusion ont le droit d'interdire les actions suivantes: l'exécution, la reproduction d'exécutions et de représentations et la diffusion par des moyens de communication sans fil.

- **Protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion**

Conformément à l'article 14 5) de l'Accord sur les ADPIC, l'article 42 de la Loi de la République du Kazakhstan sur le droit d'auteur et les droits connexes, du 10 juin 1996, stipule que les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion ont droit à la protection pendant une période de 50 ans suivant la première représentation (production théâtrale), publication d'un phonogramme ou diffusion, respectivement.

- **Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de service**

La Loi de la République du Kazakhstan sur les marques de fabrique et de commerce, les marques de service et les appellations d'origine (ci-après dénommée – la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce) a été adoptée le 26 juillet 1999. La Loi met en œuvre les conditions énoncées dans les articles 15 à 24 de l'Accord sur les ADPIC. Ainsi, l'article 5 de la Loi stipule que les marques de fabrique et de commerce peuvent être représentées par des symboles figuratifs, alphanumériques, tridimensionnels ou par d'autres symboles ou combinaisons de symboles ayant pour but de distinguer les marchandises et les services d'une personne des marchandises et des services d'autres personnes. Les marques de fabrique et de commerce sont protégées pour une période de dix ans à compter du dépôt de la demande. La période de protection peut être prolongée pour dix années supplémentaires et elle peut être renouvelée indéfiniment. Au titre de la Loi sur les marques de fabrique et de commerce, le propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce peut l'utiliser sur ses marchandises ou pour désigner ses services. En outre, la Loi stipule que les parties intéressées peuvent demander l'annulation ou la radiation de la marque de fabrique ou de commerce après une période ininterrompue de cinq ans de non utilisation après enregistrement, ou après une période ininterrompue de cinq ans précédant immédiatement le début des procédures d'opposition. Ainsi, la protection des marques de fabrique ou de commerce couvre également les dispositions des articles 5 3) et 19 de l'Accord sur les ADPIC.

- **Indications géographiques, y compris les pays d'origine**

Au titre de l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC, les indications géographiques qui servent à identifier un produit comme étant originaire du territoire, ou d'une région ou localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, réputation ou autre caractéristique déterminée du produit peut être attribuée essentiellement à cette origine géographique, peuvent être enregistrées à l'office des brevets. Les procédures d'enregistrement des indications géographiques ou des appellations d'origine sont identiques aux procédures énoncées pour l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

- Brevets

Au titre de la Loi sur les brevets, les dispositions de la Loi sont étendues aux objets de propriété industrielle, y compris les inventions, les dessins et modèles industriels et les modèles d'utilité. L'objet d'une invention peut être un dispositif, un procédé, une substance, une souche de micro-organisme ou une culture de cellules végétales ou animales, ou encore l'utilisation d'un dispositif, d'un procédé, d'une substance, d'une souche de micro-organisme ou d'une culture de cellules végétales ou animales dans un nouveau but. Une invention peut être protégée par un brevet à condition qu'elle soit nouvelle, innovante et réalisable industriellement (cette disposition met en application l'article 27 1) de l'Accord sur les ADPIC). Conformément à l'article 27 2) et 3) de l'Accord sur les ADPIC, la Loi sur les brevets stipule que ce qui suit n'est pas reconnu comme des inventions brevetables: les découvertes, les théories scientifiques, les méthodes mathématiques; les méthodes d'organisation économique et de gestion; les symboles, les listes et les règles; les règles et les méthodes des activités mentales; les algorithmes en soi et les programmes d'ordinateurs; les projets et les plans de construction et de structures et le développement des terres, les propositions concernant uniquement l'aspect extérieur des marchandises manufacturées; les propositions et l'interdiction concernant l'exploitation commerciale de ce qui est nécessaire aux fins de protéger l'ordre public ou de la moralité.

Une demande de brevet provisoire peut être examinée après une période de deux mois après la date de réception, période au cours de laquelle le demandeur a le droit de modifier les éléments de la demande sur sa propre initiative, à condition que les modifications ne changent pas l'objet de propriété industrielle réclamé. Au cas où l'examen préliminaire conduit à la décision de délivrer un brevet provisoire et après paiement des taxes prévues, les détails sont publiés au Journal de l'office des brevets. L'examen en substance de l'objet est effectué par l'office des brevets à la demande du requérant ou du propriétaire provisoire, dans une période de trois ans suivant la réception de la demande ou dans une période de cinq ans en cas de renouvellement de la durée du brevet provisoire. Lorsque l'examen en substance révèle que l'objet satisfait aux conditions de brevetabilité, l'office des brevets délivre un brevet pour une durée de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande (cette disposition met en application l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC).

Lorsque le requérant souhaite contester une décision de refuser d'accorder un titre de protection, il peut le faire en faisant appel auprès du Conseil d'appel, préalablement au lancement d'une procédure judiciaire. En outre, la Loi autorise le requérant à faire appel des décisions du Conseil d'appel du Comité devant les tribunaux. Cette disposition met en application les conditions de l'article 32 de l'Accord sur les ADPIC.

Au titre de la Loi sur les brevets, le propriétaire d'un brevet provisoire ou d'un brevet possède le droit exclusif d'utiliser à discrétion l'objet de propriété industrielle (cette disposition met en application l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC). Au titre de la Loi, les actions suivantes sont réputées enfreindre les droits exclusifs du propriétaire d'un brevet: la fabrication, l'utilisation, la vente, l'entreposage et toute forme de distribution à des fins commerciales, de marchandises produites au moyen de l'utilisation non autorisée de l'invention protégée. Toute partie, autre que le propriétaire du brevet, a le droit d'utiliser l'invention protégée avec l'autorisation de propriétaire de brevet et dans le cadre de l'accord de licence devant être enregistré auprès du Comité sur les droits de propriété intellectuelle, tandis que toute partie intéressée a le droit de déposer une demande en justice, après la première publication des détails du titre de protection délivré. Si le tribunal décide de délivrer la licence obligatoire, elle sera non exclusive et, le montant du paiement ne devra pas être inférieur à la valeur sur le marché de la licence, déterminée par le tribunal conformément aux pratiques en vigueur.

- **Dessins et modèles industriels**

Les droits des dessins et modèles industriels sont également réglementés par la Loi sur les brevets de la République du Kazakhstan et certifiés par des brevets provisoires et par des brevets, à condition que les dessins et modèles industriels satisfassent aux conditions de brevetabilité, y compris les conditions de nouveauté, d'innovation et d'applicabilité industrielle (cette disposition met en application l'article 25 1) de l'Accord sur les ADPIC). Les brevets provisoires de dessins et modèles industriels sont valides pour une période de cinq ans, les brevets de dessins et modèles industriels sont valides pour une période de dix ans, à compter de la date de dépôt de la demande et, leur validité peut être prolongée sur demande du propriétaire du brevet pour une période n'excédant pas cinq ans. Le propriétaire d'un brevet de dessin ou de modèle industriel possède le droit exclusif d'utilisation du dessin ou du modèle industriel. Toute autre partie, autre que le propriétaire du brevet, a le droit d'utiliser le dessin ou le modèle industriel protégé, uniquement avec l'autorisation du propriétaire du brevet et dans le cadre de l'accord de licence devant être enregistré auprès du Comité.

Les droits des modèles d'utilité sont certifiés par des brevets de modèles d'utilité, à condition que les modèles d'utilité satisfassent aux conditions de brevetabilité, y compris la nouveauté et l'applicabilité industrielle. Les brevets de modèles sont accordés pour une période de cinq ans, pouvant être prolongée sur demande du propriétaire de brevet, pour une période ne dépassant pas trois ans. Les droits exclusifs d'utilisation des modèles d'utilité protégés et les infractions couvertes sont identiques aux droits et aux infractions déterminées pour la protection des inventions et des dessins et modèles industriels.

- **Protection des végétaux**

Les nouvelles variétés d'espèces végétales et de races animales sont protégées conformément aux procédures stipulées dans la Loi sur la protection des résultats des sélections, du 13 juillet 1999. La Loi a reçu une évaluation positive de la part de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), certifiant sa conformité avec la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961. L'adoption de cette Loi comporte les conditions d'application de l'article 27 3) de l'Accord sur les ADPIC, qui exige que la législation prévoie la protection des obtentions végétales.

- **Schémas de configuration des circuits intégrés**

La protection juridique des schémas de configuration des circuits intégrés en République du Kazakhstan est couverte par la Loi sur la protection juridique des schémas de configuration des circuits intégrés, qui met en application les conditions énoncées dans l'Accord sur les ADPIC.

- **Renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données d'essais**

Actuellement, la législation de la République du Kazakhstan ne comporte pas de loi distincte pour la protection des secrets commerciaux. Cependant, l'article 126 du Code civil de la République du Kazakhstan prévoit la protection des informations dont la valeur réelle ou commerciale existe au titre de la législation, à condition qu'elles soient inconnues des tierces parties, que leur confidentialité soit strictement protégée et que le libre accès à de telles informations soit refusé, conformément à la législation en vigueur. Ainsi, les dispositions correspondantes du Code civil mettent en application les conditions de l'article 39 2) de l'Accord sur les ADPIC. En outre, le Code civil de la République du Kazakhstan prévoit la non divulgation des données ou des informations reçues au cours des autorisations commerciales ou de la vente de produits chimiques, pharmaceutiques ou agricoles, dont les dispositions mettent aussi en application l'article 39 3) de l'Accord sur les ADPIC.

- **Contrôle concernant l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle**

En général, les droits de propriété intellectuelle sont protégés par la législation civile au cours des procédures judiciaires communes (procédures engagées sous la forme d'un procès). La législation de la République du Kazakhstan prévoit également la responsabilité pénale, administrative et civile en cas d'infraction aux droits de la propriété intellectuelle, comme stipulé dans les articles 184 et 199 du code pénal, dans les articles 128, 129 et 145 du Code sur les infractions administratives, par les conditions de la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes, sur les marques de fabrique ou de commerce, de la Loi sur les brevets et dans les autres textes législatifs.

- **Mesures d'application des droits de propriété intellectuelle**

- **Procédures et décisions judiciaires**

Au titre de l'article 33 de la Loi sur les brevets, de l'article 42 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, des dispositions du Code civil et du Code pénal de la République du Kazakhstan, le propriétaire de droits de propriété intellectuelle a le droit de régler en justice les litiges survenant au sujet de:

- la paternité d'un objet de propriété industrielle ou la légalité d'accorder un titre de protection de propriété industrielle;
- les atteintes au droit exclusif d'utiliser un objet de propriété industrielle protégé et les infractions aux autres droits économiques du propriétaire d'un titre de protection;
- l'identification du propriétaire d'un brevet;
- l'octroi d'une licence obligatoire;
- la conclusion et l'exécution de contrats de licence pour l'utilisation d'un objet de propriété industriel protégé;
- le paiement d'une indemnisation et des dommages subis par suite d'une atteinte aux droits exclusifs; et
- autres litiges sur la protection des droits découlant du titre de protection.

Le propriétaire d'un titre de protection d'un objet de propriété industrielle a le droit de demander la protection de ses droits économiques auprès des administrations ou des autorités locales, ce qui ne doit pas lui interdire de déposer une demande en justice, sauf s'il existe des dispositions contraires dans la législation de la République du Kazakhstan.

- **Mesures provisoires**

Les dispositions énoncées dans l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC sont mises en application dans le nouveau projet de Code des douanes.

- **Mécanismes et procédures administratives**

Le Code civil et la Loi sur le développement de la concurrence et la limitation des monopoles définissent les responsabilités légales pour les actions entravant la concurrence; pour les actions classées au titre de la concurrence déloyale et pour les actions liées à l'usage abusif d'une position de domination.

- **Mesures spéciales à la frontière**

À l'heure actuelle, la base normative réglementant les relations dans ce domaine est représentée par les articles 218-1 à 218-5 de la Loi sur les douanes en République du Kazakhstan. Ils définissent les éléments principaux des mécanismes de contrôle douanier appliqués aux marchandises comportant des œuvres de propriété intellectuelle, transportées au-delà la frontière de la République du Kazakhstan. Ces articles prévoient l'adoption d'un certain nombre de textes législatifs visant au renforcement des contrôles.

- **Procédures pénales**

Au titre de la partie I de l'article 184 du Code pénal de la République du Kazakhstan, l'usage illicite d'œuvres protégées par le droit d'auteur et d'œuvres couvertes par des droits connexes, et l'usage illicite d'une invention, d'un dessin ou d'un modèle industriel, la publication sans le consentement de l'auteur ou du requérant d'un objet de découverte scientifique, d'une invention, d'un dessin ou d'un modèle industriel préalablement à sa publication officielle, ainsi que l'usurpation de la paternité ou la paternité conjointe obligatoire, entraînent des amendes d'un montant égal à 100-500 fois l'indice de calcul mensuel, ou au montant des salaires ou des autres revenus perçus par le coupable pendant une période de un à cinq mois, ou des travaux d'intérêt général d'une durée de 180 à 240 heures, ou une période d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans, si l'action a été réalisée dans un but lucratif et si elle a causé des dommages importants.

Les actions couvertes par la partie I de l'article 184, lorsqu'elles sont répétées ou commises par un groupe de personnes après accord préalable ou par un groupe organisé, sont passibles d'amendes égales au montant des salaires ou des autres revenus perçus par le coupable pendant une période de cinq à neuf mois, ou par une détention d'une durée de quatre à six mois, ou par une période d'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans et, les biens du coupable peuvent être confisqués.

L'article 199 du Code pénal détermine également la responsabilité pour usage illicite de marques de fabrique ou de commerce. Ainsi, l'usage illicite d'une marque de fabrique ou de commerce, d'une marque de service, d'un nom de marque, d'une appellation d'origine ou d'autres désignations de marchandises ou de services de même nature, donne lieu à des amendes d'un montant égal à 200-500 fois l'indice de calcul mensuel, ou au montant des salaires ou des autres revenus perçus par le coupable pendant une période de deux à cinq mois, ou puni le coupable de travaux d'intérêt public d'une durée de 180 à 240 heures, ou d'une détention dont la durée peut aller jusqu'à six mois, ou d'une période d'emprisonnement allant jusqu'à deux ans, si l'action a été réalisée de manière répétée et si elle a causé des dommages importants.

L'usage illicite d'appellations concernant des marques de fabrique ou de commerce ou des appellations d'origine qui ne sont pas enregistrées en République du Kazakhstan, entraîne des amendes d'un montant égal à 100-200 fois l'indice de calcul mensuel, ou au montant des salaires ou des autres revenus perçus par le coupable pendant une période allant jusqu'à deux mois, ou puni le coupable de travaux d'intérêt public d'une durée de 120 à 180 heures, ou d'une détention dont la durée peut aller jusqu'à trois mois, ou d'une période d'emprisonnement allant jusqu'à un an, si l'action a été réalisée de manière répétée et si elle a causé des dommages importants.

- **Textes législatifs**

- Code civil du 24 décembre 1994 (Partie générale);
- Code civil du 1^{er} juillet 1999 (Partie spécifique);
- Loi de la République socialiste soviétique du Kazakhstan du 5 juin 1991 sur la protection des droits du consommateur;

- Loi de la République du Kazakhstan du 19 janvier 2001 sur la concurrence et sur la limitation des monopoles;
- Loi de la République du Kazakhstan du 19 juin 1997 sur les entreprises individuelles;
- Loi sur les brevets de la République du Kazakhstan du 16 juillet 1999;
- Loi de la République du Kazakhstan du 26 juillet 1999 sur les marques de fabrique et de commerce, les marques de service et les appellations d'origine;
- Loi de la République du Kazakhstan du 10 juin 1996 sur le droit d'auteur et les droits connexes;
- Loi de la République du Kazakhstan du 13 juillet 1999 sur la protection des sélections;
- Loi de la République du Kazakhstan du 29 juin 2001 sur la protection légale des schémas de configuration des microcircuits intégrés;
- Résolution gouvernementale n° 411 du 29 mars 2001 sur les question liées au Comité des droits de propriété intellectuelle du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan;
- Résolution gouvernementale n° 756 du 11 juillet 2002 sur la création de l'entreprise nationale d'État "Institut national sur la propriété intellectuelle du Comité des droits de propriété intellectuelle du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan";
- Résolution gouvernementale n° 1249 du 26 septembre 2001 sur l'approbation du concept de protection des droits de propriété intellectuelle; et
- Résolution gouvernementale n° 591 du 29 mai 2002 sur l'approbation du programme de mise en œuvre du concept de protection des droits de propriété intellectuelle.

- POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

Le secteur des services est l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie et il est prévu que son rôle se développe dans le futur. À partir de 1990, la part des services dans le PIB n'a cessé d'augmenter, pour atteindre 60 pour cent en 1998, ce qui représente son plus haut niveau, alors que le niveau moyen pour la dernière décennie représente 50 pour cent. La dynamique des services d'importation est considérablement supérieure à celle concernant l'exportation. Le déséquilibre qui en résulte dans le domaine des services internationaux a une influence prononcée sur le déficit des opérations courantes, enregistré dans la balance des paiements de la République du Kazakhstan en 2001 et 2002.

Dans le domaine du commerce des services, les entreprises bénéficiant d'investissements étrangers directs (IED) représentent plus de 90 pour cent du volume dans le secteur de la construction et des services commerciaux. Les services fournis par les fournisseurs étrangers incluent la prospection géologique et la certification de produits, les services juridiques et autres services de conseil, le traitement des données électroniques, les services d'ingénierie et les services techniques.

La croissance de la part des services dans le PIB trouve ses origines dans le développement de l'infrastructure de marché de la République du Kazakhstan et dans le développement de nouveaux types de services – conseil, audit, publicité, etc. En considérant le rôle croissant des services dans l'économie nationale, il doit être souligné qu'à ce stade la législation de la République du Kazakhstan est relativement peu développée pour certains secteurs de services et qu'elle n'existe pratiquement pas pour d'autres.

La base de données statistiques sur les secteurs de services en est également à son stade initial de développement. À l'heure actuelle, cette base ne permet pas de refléter de manière adéquate la dynamique des secteurs de services, ni de fournir des informations fiables sur le niveau de présence des fournisseurs de services étrangers pour aucun secteur de services particulier. Globalement, tous les éléments ci-dessus représentent de sérieuses complications pour déterminer les critères exacts d'une libéralisation accrue et pour évaluer les engagements de la République du Kazakhstan à cet

effet. Ainsi la République du Kazakhstan prévoit d'appliquer des mesures provisoires de réglementation par l'État du commerce des services, aux fins de garantir le développement de la concurrence, en se fondant sur des niveaux équilibrés de développement du marché des services et du travail, de manière à empêcher les effets économiques et sociaux néfastes pour l'économie nationale.

Les cinq dernières années ont montré certains progrès dans le développement et l'adoption de lois réglementant certains secteurs de services, en fonction de quoi la République du Kazakhstan a pris des engagements pour l'accès du marché aux services. La dernière version de la Liste d'engagements dans le secteur des services de la République du Kazakhstan, englobant le plus grand nombre de commentaires et de demandes des membres de l'OMC concernant la viabilité économique, a été déposée au Secrétariat de l'OMC en juin 2002.

Pour un certain nombre de secteurs de services, la libéralisation a eu des effets néfastes sur le niveau d'emploi, en particulier dans le secteur des services de construction, où la plus grande partie des projets importants est mise en œuvre par des entrepreneurs étrangers utilisant de la main-d'œuvre étrangère.

Le développement de l'infrastructure industrielle en place dans un certain nombre de secteurs de services, la main-d'œuvre qualifiée, les conditions existantes de formation, de formation de recyclage et de formation avancée des employés, tout cela a créé un environnement favorable au développement du marché national des services. En fonction de ce qui précède et dans le but de développer la concurrence dans le domaine des services, la République du Kazakhstan prévoit d'apporter des modifications appropriées aux lois réglementant les secteurs de services. L'un des mécanismes de réglementation du commerce des services est représenté par le système des licences. Aux termes de la Liste d'engagements dans le secteur des services de la République du Kazakhstan, prévoyant l'octroi de licences pour certains types d'activités, les personnes physiques et morales étrangères peuvent obtenir des licences au titre des mêmes procédures que pour les personnes physiques et morales de la République du Kazakhstan.

La Loi de la République du Kazakhstan sur la culture (ci-après dénommée – la Loi) définit la politique nationale dans le domaine de la culture, réglemente les relations publiques résultant de la création, de la renaissance, du développement, de l'usage et de la dissémination de la culture nationale. La Loi prescrit un traitement spécial pour les sites d'héritage culturel national, au titre duquel toutes formes de négociations avec les sites inscrits au Registre de l'État, y compris leur démolition, leur relocalisation, leur modification, leur reproduction et leur restauration est interdite, sauf si elle est autorisée par l'autorité responsable. Toutes les formes d'exploitation des sites appartenant à l'héritage culturel national, pour des motifs incompatibles avec leur valeur historique, artistique ou religieuse, seront également interdites. Les sites présentant une valeur culturelle particulière et appartenant à des organisations religieuses peuvent être utilisés à des buts religieux. Les institutions culturelles ont la priorité pour exercer leurs droits d'utilisation des monuments architecturaux. Les propriétaires et les utilisateurs des sites faisant partie de l'héritage culturel national sont responsables de leur entretien et de leur conservation. Les droits des propriétaires des sites faisant partie de l'héritage culturel national sont exercés sous contrôle et selon des procédures déterminées par la législation, tandis que l'État possède un droit de priorité pour l'achat de sites d'héritage culturel national de la République du Kazakhstan, dans le cas où de tels sites seraient mis en vente.

Les ministères et les organismes concernés surveilleront les activités des fournisseurs de services étrangers, afin de s'assurer qu'ils remplissent les conditions stipulées dans les contrats conclus sur l'attraction de l'investissement étranger, y compris:

- l'utilisation de technologies et de machines modernes;

- l'attraction des experts kazakhes;
- la mise en œuvre de mesures de protection environnementale (remise en culture des terres, construction d'installations de traitement, utilisation des déchets); et
- développement du secteur social et de l'infrastructure locale, etc.

La République du Kazakhstan doit pouvoir mettre en œuvre des mesures de réglementation des transactions en devises, ainsi que d'autres opérations liées au contrôle de la dette interne et des mesures d'attraction des crédits ou des prêts des marchés financiers internationaux, afin de permettre l'émission et le placement des obligations et autres titres à émission hors du territoire national, dans les cas où les risques naissant des obligations extérieures sont trop élevés.

- Transparence

Au titre de l'article 3 de la Constitution, toutes les lois et tous les traités internationaux dont la République du Kazakhstan est signataire, seront publiés. La publication officielle des textes normatifs législatifs affectant les droits, les libertés et les responsabilités de la population, constitue une condition préalable à leur application. Au titre de l'article 30 de la Loi de la République du Kazakhstan du 24 mars 1998 sur les textes normatifs législatifs, les publications officielles incluent le Journal du parlement de la République du Kazakhstan et le Corpus des actes du Président de la République du Kazakhstan et du gouvernement de la République du Kazakhstan.

Les textes normatifs législatifs peuvent également être publiés officiellement dans des publications périodiques, dont la sélection est effectuée par appel d'offres, conformément aux procédures définies par le gouvernement de la République du Kazakhstan.

Les textes législatifs du Président de la République du Kazakhstan, les résolutions du gouvernement et des organes exécutifs centraux de la République du Kazakhstan, peuvent uniquement être publiés dans des publications périodiques distribuées sur l'ensemble du territoire de la République du Kazakhstan. Les décrets du Président de la République du Kazakhstan, les résolutions du gouvernement, sont officiellement publiés dans le Corpus des actes du Président de la République du Kazakhstan et du gouvernement de la République du Kazakhstan.

Les textes normatifs législatifs des Maslikhatsn, les résolutions normatives législatives des Akimats et les résolutions normatives des Akims sont pour leur part publiés dans des publications périodiques distribuées sur le territoire des divisions administratives correspondantes.

- BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

- Accords régionaux

À l'heure actuelle, les relations commerciales de la République du Kazakhstan avec les autres pays de la CEI (à l'exclusion du Turkménistan) s'effectuent dans le cadre du libre-échange, au titre duquel les marchandises importées ou exportées sont exonérées de droits de douane, à l'exception d'un certain nombre de marchandises énumérées dans la Liste des exemptions. Cette liste est couverte par les protocoles sur les exonérations du régime de libre-échange relatif aux accords bilatéraux de libre-échange.

La République du Kazakhstan est signataire d'un certain nombre d'accords avec le Bélarus, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan, prévoyant la création par étape de l'Union douanière.

L'Accord sur le Tarif douanier unifié en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 à l'intérieur de l'Union douanière du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Russie et du Tadjikistan fixe des taux unifiés de droits de douane sur les importations. Le tarif douanier unifié sera déterminé au cours d'une période de cinq ans après la date d'adoption de l'Accord. Ce délai pourra être prolongé au titre d'un l'accord conclu entre les parties.

Le 10 octobre 2000, les dirigeants des pays membres de l'Union douanière ont signé l'Accord sur la création de la Communauté économique eurasienne (EurAzEs), qui prévoit la dynamisation des processus visant à la création de l'Union douanière et de l'Espace économique unique.

L'EurAzEs a pour objectif d'aider à la résolution des problèmes liés à la mise en œuvre intégrale de l'environnement de libre-échange; au développement des procédures communes de réglementation du commerce extérieur; à la création d'un territoire douanier commun régi par le mécanisme commun de fonctionnement du territoire douanier commun.

Les dirigeants du Kazakhstan, de la Russie, de l'Ukraine et du Bélarus ont signé une déclaration commune sur le Nouveau volet d'intégration économique et sur l'ouverture de négociations en vue de la création de l'Espace économique unique.
